Moscou sonne la fin de l'illusion “humanitaire” en Syrie

REVUE DE PRESSE SYRIE #30
Jeudi 19 janvier 2012

La conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, sur le bilan de la diplomatie russe en 2011 a été l'occasion d'un rappel au droit international. Concernant la Syrie, le ministre a répété que Moscou ne laisserait pas le Conseil de sécurité légaliser une agression, ni même des sanctions, et qu'il continuerait à commercer avec Damas. De son côté, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a apporté son soutien aux observateurs de la Ligue arabe et a affirmé que leur présence est bénéfique.

Si la fermeté de la Russie est accueillie avec empathie par la presse allemande et vaticane, elle est incomprise par le reste de la presse européenne qui persiste à battre les tambours de la guerre en évoquant une « urgence humanitaire », et préfère traiter les nouvelles sanctions édictées unilatéralement par l'Union européenne.

• Dans *Le Figaro*, Georges Malbrunot assure que des officier de la Garde républicaine syrienne sont en formation à Téhéran. Ce faisant, l'auteur dément ses imputations précédentes selon lesquelles les Gardiens de la Révolution iranienne seraient venus réprimer des manifestations en Syrie.

• Le *Financial Times Deutchland* estime que les événements en Syrie ont provoqué, en 2011, une récession de 2 %. Le *Wall Street Journal* a enquêté sur la manière dont la Russie et l'Iran permettent à la Syrie de contourner l'embargo unilatéral sur le pétrole et les armes décrété par l'Union européenne et les USA. Quoi qu'il en soit, selon le *Daily Star* de Beyrouth, la livre syrienne s'est considérablement dévaluée. Il en fallait 47 pour acheter un dollar avant les événements, il en faut maintenant 60 dans les banques syriennes, voire 71 dans les banques étrangères.

• *L'Orient-Le Jour* rapporte que les événements de Syrie ont cassé la croissance du Liban. Elle était de 8,3 % en moyenne durant les quatre ans, avant de chuter à 1,6 % en 2011.

• *Le Temps* (Suisse) publie un entretien avec Anouar Malek, un ex-observateur de la Ligue arabe, qui prétend être témoin oculaire de crimes commis par l'administration Assad. Cette publication surprend, dans la mesure où, après avoir bénéficié d'un effet de surprise, M. Malek est considéré par la presse atlantique elle-même comme un personnage douteux.

• Michael Young rappelle dans *The National* (Emirats) qu'il existe trois précédents d'intervention militaire arabe contre ou dans un autre Etat arabe : la fin de la guerre civile libanaise, Tempête du désert, et la récente guerre de Libye. Il en conclut qu'en l'absence de large consensus, ce type d'opération exacerbe les tensions régionales au lieu de les résoudre.

Le Figaro (France)

Jeudi 19 janvier 2012, #30, p. 1 / Thursday, January 19, #30, p. 1

L'Iran résolu à soutenir Bachar el-Assad jusqu'au bout

Des officiers de la garde républicaine syrienne sont en formation à Téhéran.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT Sauver son allié syrien en l'aidant, même aux prix de douloureuses réformes : après dix mois de révolte contre le régime de Bachar el-Assad, l'Iran reste plus que jamais fidèle à son appui stratégique vis-à-vis de Damas, conscient que les Occidentaux et les monarchies sunnites du Golfe vont continuer à tout faire pour priver Téhéran de son principal soutien dans le monde arabe.

Depuis le mois dernier, les gardiens de la révolution (pasdarans) ont commencé à entrainer en Iran une cinquantaine d'officiers de la garde républicaine syrienne, a-t-on appris de bonne source. L'instruction doit durer neuf mois, au profit notamment de l'unité 101 de cette structure d'élite, forte de 15 000 hommes, parmi les mieux armés des centurions d'Assad. Ils sont issus le plus souvent de la même minorité que lui, les alaouites.

Alors que la IVe division est déployée à la périphérie sud de Damas, la garde républicaine verrouille, elle, les accès nord d'une capitale dont le centre a été épargné jusqu'ici par l'insurrection.

Cette coopération intervient alors que les États-Unis sont « *persuadés* » que l'Iran continue à fournir des armes pour aider la répression des manifestants par le régime syrien. La visite à Damas, début janvier, du général Qassem Soleimani, patron de l'unité al-Qods, le bras armé des gardiens de la révolution hors d'Iran, est, selon Washington, le signe le plus concret que cette aide comprend du matériel militaire (des munitions, notamment).

L'aide militaire se poursuit

« *Nous sommes certains qu'il* (Soleimani) *a été reçu par les plus hautes instances du gouvernement syrien, y compris par le président Assad* », déclarait récemment un responsable américain. En juin, l'Union européenne avait sanctionné Soleimani, ainsi que le patron des pasdarans, le général Mohammad Ali Jafari, et Hossein Tayyeb, le coordinateur du soutien logistique à Damas. À deux reprises, quelques semaines auparavant, des armes iraniennes à destination de la Syrie avaient été interceptées par Israël, via l'aéroport turc de Diarbakyr et par mer. L'Iran est également soupçonné d'avoir épaulé la Syrie dans sa cyberguerre contre les insurgés.

« *L'Iran aidera la Syrie en cas de frappe militaire étrangère contre Damas* », a affirmé hier à la chaine al-Arabiya un dirigeant des gardiens de la révolution. Il répondait à l'émir du Qatar, Cheikh Hamad al-Thani, qui, samedi dernier, a été le premier leader arabe à appeler à l'envoi de troupes arabes en Syrie. Comme si Iraniens chiites et Arabes sunnites marquaient leurs positions sur le dossier syrien.

Des blindés de l'armée syrienne stationnent à Homs le 17 janvier. REUTERS

Mais l'aide iranienne à Damas ne se limite pas aux armes. Via l'Irak, Téhéran aurait promis à Damas d'écouler en sous-main le pétrole que l'Europe a décidé de ne plus lui acheter. Régulièrement depuis six mois, des intermédiaires iraniens approchent également des opposants syriens en exil. C'est ce que vient de révéler un dirigeant des Frères musulmans, Mohammad Farouk Tayfour, au journal saoudien *al-Hayat*. « *Ils nous ont proposé (...) de diriger un gouvernement à condition que nous renoncions à notre demande de remplacer Bachar el-Assad* », a dit Tayfour.

À Paris, un autre dirigeant syrien, laïc celui-là, a été recontacté à deux reprises ces derniers mois par des émissaires iraniens qui l'avaient déjà rencontré l'été dernier. N'ayant pas reçu de réponse de Téhéran aux demandes qu'il avait formulées, l'opposant a décliné les sollicitations iraniennes. ■

Réseau Voltaire / Voltairenet.org / Voltaire Network

Libération (France)

France Télévisions a la
profonde tristesse d'annoncer
le décès brutal de

Gilles JACQUIER
grand reporter de France 2,

survenu le 11 janvier 2012 en
Syrie, alors qu'il réalisait un
reportage pour le magazine
"Envoyé Spécial ".

Rémy Pflimlin,
Président de
France Télévisions,
Thierry Thuillier,
Directeur général adjoint
en charge des rédactions,
les journalistes, ainsi que
l'ensemble des collaborateurs
du groupe s'associent à la
profonde douleur
de sa famille.

La cérémonie religieuse aura
lieu vendredi 20 janvier à
14h30, en l'église de Bernex
(Haute-Savoie).

Un hommage sera rendu à la
mémoire de Gilles JACQUIER,
lundi 23 janvier à 15h30 au
Théâtre éphémère de la
Comédie-Française, à Paris.

De Morgen (Belgique / Belgium)

Geheimagent van Syrische Staatsveiligheid gunt ons exclusieve kijk in interne keuken

'Als ze tegen Assad zijn: gewoon doodschieten, er gebeurt je niets'

'Nieuwe gevangenen worden vaak een paar dagen aan het plafond gehangen, met stalen handboeien. Ik heb mensen na een week naar beneden zien komen. Hun armen waren als boter, of nat brood. Je zag het bot er doorheen komen.' Een geheimagent van de Syrische Staatsveiligheid getuigt.

■ Een overgelopen soldaat van het Syrische leger. 'Onze missie is om koste wat het kost de demonstraties te stoppen', zegt Abu Majid.

VAN ONZE VERSLAGGEVER* NABIJ HOMS, SYRIË

Hij wil niet zeggen voor welk onderdeel hij werkt, wat zijn rang is of waar hij precies vandaan komt. Als er een camera uit de tas komt, alleen een silhouet door het raam wordt hem beloofd, maakt hij aanstalten om te vertrekken.

Maar revolutionairen in de schuilplaats, nabij de opstandige stad Homs, staan voor hem in: "Abu Majid is lid van de geheime politie, en werkt stiekem voor ons." "Ik heb gezien hoe mijn collega's kinderen van 6 of 7 jaar doodsloegen omdat ze met hun vader bij een demonstratie waren", zegt hij. "Ik moest wat doen."

Abu Majid biedt een zeldzaam kijkje in de keuken van de geheimzinnige Syrische veiligheidsdiensten, die sinds jaar en dag alle subversie buitengewoon effectief de kop indrukken en nu de repressie tegen betogers leiden.

"Onze missie is koste wat het kost de demonstraties te stoppen", zegt hij. Veiligheidsagenten openen het vuur op demonstraties, sluipschutters zaaien terreur in opstandige steden om mensen van de straat te houden, zegt Abu Majid, en leden van de geheime politie executeren militairen - vaak dienstplichtigen - voor de ogen van hun collega's als ze weigeren op betogers te schieten.

Zijn eigen eenheid is betrokken bij razzia's in opstandige wijken. "Mijn orders zijn duidelijk: "Als je een huis binnenvalt en je hebt het gevoel dat mensen tegen de president zijn, schiet je ze dood. Maak je geen zorgen over de gevolgen, er gebeurt je niets." Geen enkel lid van zijn afdeling is vervolgd sinds het begin van de opstanden, zegt hij.

Wel zijn er een aantal verdwijningen. Omdat ze vragen stelden over de sluipschutterseenheden, die volgens Abu Majid onafhankelijk opereren van de reguliere veiligheidsdiensten en strikt verborgen worden gehouden, of omdat een collega ze aanwees als potentiële overloper.

Abu Majid is dan ook doodnerveus. Hij rookt de ene sigaret na de andere en wiebelt heen en weer op de bank. "Wat ik doe is levensgevaarlijk", zegt hij. "Als ze mij pakken, zullen ze mijn vrouw en kinderen vermoorden. En ik zal wensen dat ze mij ook doodden: ik heb gezien wat ze met gevangenen doen."

Hij vertelt hoe collega's een vrouw voor de ogen van haar man martelden om de namen van andere activisten los te krijgen, hoe agenten een oude man doodsloegen omdat ze vermoedden dat hij bij een demonstratie betrokken was. Hij beschrijft ook talloze martelingen van alledag, met elektriciteit, stokken, zwepen. "Nieuwe gevangenen worden vaak een paar dagen aan het plafond gehangen, met stalen handboeien. Ik heb mensen na een week naar beneden zien komen. Hun armen waren als boter, of nat brood. Je zag het bot er doorheen komen."

> GEHEIMAGENT ABU MAJID:
> Geef ons een bufferzone, een plek waar overlopers heen kunnen, en het hele systeem valt uit elkaar

Andere overgelopen veiligheidsagenten bevestigen dat de martelingen - hoewel niet nieuw - enorm zijn toegenomen sinds het begin van de opstand, en op internet staan tientallen filmpjes van gruwelijk verminkte lijken, volgens de makers zo afgeleverd bij hun familieleden om een signaal af te geven. Een recent rapport van Human Rights Watch, dat 63 overlopers uit het leger en inlichtingendiensten interviewde, spreekt van een "enorme campagne van willekeurige arrestatie en marteling van gevangenen" sinds het begin van de opstanden.

Als de veiligheidsdiensten niet bezig zijn demonstranten te martelen, doen ze volgens Abu Majid hun uiterste best de waarnemers van de Arabische Liga om de tuin te leiden. Zij zijn in Syrië om toe te zien op de belofte van het regime om troepen en zware wapens uit de steden terug te trekken.

Pantserwagens van het leger worden blauw geverfd zodat ze voor politie kunnen doorgaan, zegt Abu Majid. Honderden leden van zijn afdeling hebben hun militaire ID ingewisseld voor een burgeridentificatie, en zijn in een politie-uniform gehesen. Abu Majid heeft eigenhandig borden met straatnamen in opstandige steden omgewisseld, zodat inspecteurs op zoek naar opstandige wijken terecht komen in buurten waar Assad-loyalisten in de meerderheid zijn - en vervolgens te horen krijgen dat alles okë is.

Gewetensnood

Maar het oppermachtige Syrische veiligheidsapparaat begint scheuren te vertonen. Volgens de inlichtingenman zijn er steeds meer collega's die uit gewetensnood overwegen te vluchten, al zal het besef bij sommigen dat het regime op instorten staat toch ook een rol spelen bij de beslissing om eieren voor hun geld te kiezen. Feit is dat we tijdens een paar dagen in Syrië twee andere overgelopen leden tegenkomen die Abu Majid's verhalen bevestigen.

"Van buiten lijken we sterk, maar van binnen rotten we", zegt een van hen, die onlangs zijn eenheid bij de machtige Algemene Veiligheidsdienst verliet. "Sommigen zijn loyaal, anderen hebben bloed aan hun handen en kunnen niet weg, maar veel van ons willen overlopen."

Het probleem is dat ze nergens heen kunnen, zegt deze man, en hij herhaalt de mantra die activisten, overgelopen militairen en veiligheidsagenten voortdurend opdreunen: "Geef ons een bufferzone, een plek waar overlopers heen kunnen, en het hele systeem valt uit elkaar."

Tot het zover is blijft Abu Majid elke dag zijn leven riskeren, nu aan de andere kant van de strijd, heimelijk werkend binnen de veiligheidsdiensten om het verzet van informatie te voorzien. Als hij zich eindelijk losworstelt uit het vraaggesprek, vragen we hem waar hij heen gaat. "Naar huis", zegt hij. En morgen? "Naar mijn werk." Hij haalt zijn schouders op. "En als God het wil, daarna ook weer naar huis."

*Om veiligheidsredenen blijft de naam van de auteur ongenoemd.

Frankfürter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

Störmanöver aus Moskau

Russland hält trotz schlechter Erfahrungen im Fall Libyens an seiner Unterstützung des Assad-Regimes in Syrien fest. Bei den UN herrscht Unmut über das Vorgehen der russischen Diplomaten.

Von Reinhard Veser und Andreas Ross

FRANKFURT, 18. Januar. In den Wochen nach dem Sieg der libyschen Opposition vergangenes Jahr sah es für kurze Zeit so aus, als beginne in Moskau ein Umdenken: Mit dem Sturz Gaddafis hatten sowohl die Öl- und Gaswirtschaft als auch die russische Rüstungsindustrie einen wichtigen Kunden und Partner verloren. Die neuen Machthaber in Tripolis gaben offen zu verstehen, dass sie nun mit Unternehmen aus jenen Ländern zusammenarbeiten wollten, die beim Kampf gegen die Diktatur geholfen hatten. Daher wurde in Moskau die Frage gestellt, ob es nicht im langfristigen Eigeninteresse sei, rechtzeitig auf Distanz zum Regime von Baschar al Assad zu gehen und verlässliche Beziehungen zur Opposition in Syrien aufzubauen, wo Russland ebenfalls große wirtschaftliche Interessen hat. Hinzu kommt, dass die Nutzung des syrischen Hafens Tartus als Stützpunkt sehr wichtig für die Präsenz der russischen Marine im Mittelmeer ist.

Moskau änderte seine Politik nicht. Im Januar lief ein russischer Frachter mit 60 Tonnen Munition an Bord in Tartus ein – und der Flugzeugträger „Admiral Kusnezow" ist auf dem Weg dorthin. „Wir halten es nicht für nötig, etwas zu erklären und uns für etwas zu rechtfertigen", sagte Außenminister Sergej Lawrow dazu am Mittwoch. Die einseitigen Sanktionen der Vereinigten Staaten und der EU gegen Syrien seien für Russland nicht verbindlich. Lawrow ging vielmehr zum verbalen Gegenangriff über: Es sei bekannt, dass Waffen für „Extremisten" nach Syrien gelangten.

Auf das westliche Drängen, das gewaltsame Vorgehen der syrischen Sicherheitskräfte gegen die Proteste zu verurteilen, antwortet Moskau stets mit der Forderung, man müsse in gleichem Maße auch die Gewalt der Regimegegner verurteilen. Lawrow warf dem Westen am Mittwoch vor, dieser wolle in einer UN-Resolution zu Syrien keine Formulierung dulden, die die Anwendung von Gewalt ausschließe. Anders als in Libyen werde bei Syrien keine Flugverbotszone angestrebt – stattdessen würden andere Szenarien verwirklicht, nach denen „sogenannte humanitäre Konvois nach Syrien geschickt werden in der Hoffnung, eine Reaktion der Regierungskräfte zu provozieren und den Eindruck einer humanitären Katastrophe zu erwecken".

Ein Grund für diese Haltung ist die Geschichte der UN-Resolution 1973 über den Einsatz von Gewalt zum Schutz der libyschen Zivilbevölkerung. Russland hatte auf ein Veto dagegen verzichtet, fühlte sich dann aber angesichts der weiten Auslegung dieses Textes durch den Westen über den Tisch gezogen: Aus russischer Sicht wurde das UN-Mandat zu einem militärischen Vorgehen gegen Gaddafi missbraucht. Der Streit über Syrien hat zudem einen innenpolitischen Aspekt: Ministerpräsident Putin, der im März wieder Präsident werden soll, war gegen die Duldung des Eingreifens in Libyen. Unmittelbar nach dem Beginn der Militäraktion hatte er die Luftangriffe in Libyen als Beleg dafür angeführt, dass Russland ein starkes Militär brauche – sonst drohe ihm ein ähnliches Schicksal. Eine Folge ist, dass Putin nun von der russischen Protestbewegung oft in eine Reihe mit Gaddafi gestellt wird.

In New York sind die westlichen Mitglieder des UN-Sicherheitsrats indes nicht nur über Moskaus harte Haltung in der Sache verärgert, sondern auch über die Vorgehensweise der russischen Diplomaten. Am Dienstag stritten Fachleute der Delegationen zwar stundenlang über Formulierungen in der nunmehr dritten Version eines russischen Resolutionsentwurfs. Doch gab es dabei keinerlei Entgegenkommen der russischen Seite, wie es übereinstimmend hieß. Die Diplomaten drangen auch gar nicht zum Kern des Textes vor, sondern blieben bei den einleitenden Erwägungen stecken. Außerdem hätten die Russen entgegen den Gepflogenheiten Änderungen an ihrem Entwurf nicht kenntlich gemacht. Alles in allem spiele die Vetomacht erkennbar auf Zeit. An diesem Verhalten liege es, dass nicht zuletzt die syrische Opposition den Vereinten Nationen Untätigkeit vorwerfen könne.

Die russischen Unterhändler in New York sind weiterhin voll des Lobes über Präsident Assads Reformversprechen wie über die Beobachtermission der Arabischen Liga, obwohl nach UN-Angaben auch seit deren Beginn täglich durchschnittlich 40 Syrer getötet werden. An die anderen Forderungen, welche die Arabische Liga an das Assad-Regime gestellt hat, wollten sich die Russen dagegen nicht erinnern lassen, heißt es in New York. „Geduld heißt jetzt das Schlüsselwort", hat der russische UN-Botschafter Tschurkin in der vergangenen Woche verkündet. UN-Generalsekretär Ban Kimoon forderte den Sicherheitsrat am Dienstag dagegen auf, endlich eine „kohärente" Antwort auf die Syrien-Krise zu geben.

Financial Times Deutschland (Allemagne / Germany)

Assads letzte Getreue

Trotz des Aufstands stützen viele Unternehmer das Regime in Syrien. Doch mit der Wirtschaftskrise gerät ihre Loyalität in Gefahr

Astrid Frefel, *Kairo*

Die irakische Nationalbank ist alarmiert: Händler kaufen Hunderte Millionen Dollar, um sie auf dem Schwarzmarkt in Syrien wieder zu verkaufen. Statt den Aufbau im Irak finanzieren die Dollar den Handel in Syrien, wo wegen der internationalen Sanktionen zunehmend Devisen fehlen. „Das Land hat wegen der Krise viel verloren, und wir sehen die Kosten jeden Tag", gibt sogar Syriens Wirtschaftsminister Mohammed Nidal al-Schaar zu.

Trotz des Aufstands und der mittlerweile weit über 5000 Toten hält die syrische Wirtschaftselite dem Regime bisher die Treue. Abgewandt und der Opposition angeschlossen haben sich Kleinunternehmer, die wegen der Krise ihre Betriebe aufgeben mussten. Größere Unternehmer fürchten dagegen eine ungewisse Zukunft. Sie klammern sich daran, dass der Aufstand abebbt und sich das Regime von Baschar al-Assad halten kann.

„Viele sind aber auch feige. Und der Druck der Geheimdienste ist äußerst stark. Es besteht immer die Gefahr, dass die Familie als Geisel genommen wird", begründet der Exilopositionelle Mamun al-Homsi, selbst einst Besitzer von fünf Fabriken, dieses Phänomen. 2001 kam er ins Gefängnis, Teile seine Vermögens wurden konfisziert. Wie das Regime mit der Opposition aus der Geschäftswelt verfährt, erlebte damals auch der Dissident Riad Seif – seine Firmen wurden in den Bankrott getrieben.

Die gut situierte Stadtbevölkerung hat zudem Angst vor dem Ausbruch religiöser Konflikte. Sie sieht an den Hunderttausenden irakischen Flüchtlingen in Syrien die Folgen eines Religionskriegs.

Die Allianz zwischen Regime und den vorwiegend sunnitischen Geschäftsleuten wurde von Assads Vater Hafis geschmiedet. Der Deal lautete damals wie heute: Ihr werdet reich, und wir Aleviten bestimmen die Politik. Von den Reformen unter Baschar, die die Planwirtschaft de facto abschafften, profitierte die familiär und finanziell mit der regierenden Baath-Partei eng verflochtene Wirtschaftselite in den letzten zehn Jahren enorm. Mit der Gründung privater Banken, Versicherungen und einer Fluglinie ließen sich Millionen verdienen. Die grassierende Korruption war deshalb schon 2001, als sich eine auch politische Öffnung abzuzeichnen schien, ein zentrales Thema – und ist es bis heute.

Die meisten Geschäftsleute waren mit Assads Wirtschaftspolitik und dem Tempo der Veränderungen zufrieden. Politische Reformen seien keine Priorität der Industriellen, erklärte ein Ökonom vor dem Ausbruch des Aufstands. Allerdings sah er die Gefahr von sozialen Spannungen, weil die breite Masse nicht profitiere. Tatsächlich ist die Revolte in abgelegenen, ländlichen Gegenden und den Armenquartieren der Städte am heftigsten.

Vor dem Abgrund

Bruttoinlandsprodukt Syriens, zum Vorjahr in %

Doch die Schwierigkeiten bekommen mittlerweile auch die Mittelschicht und die Reichen immer deutlicher zu spüren. Die Loyalität der Business-Elite, neben den Sicherheitskräften die wichtigste Stütze des Regimes, ist damit gefährdet. Zwar hat die syrische Wirtschaft gelernt, mit Krisen umzugehen – über Jahrzehnte gab es verschiedene Sanktionen, an die sie sich anpassen musste. Der Fluss an ausländischen Investitionen war nie stetig. Aber 2011 schrumpfte die syrische Wirtschaft nach Angaben des Internationalen Währungsfonds zum ersten Mal seit 2005 um zwei Prozent. Und die Aussichten für dieses Jahr sind noch erheblich düsterer.

Schon gibt es Engpässe bei der Strom- und Treibstoffversorgung. Der Benzinpreis wurde von 44 auf 50 syrische Pfund heraufgesetzt, bei einer offiziellen Rate von 54 Pfund für einen Dollar. Auf dem Schwarzmarkt wird der Dollar schon mit über 60 Pfund gehandelt. Die Preise für Konsumgüter sind in den letzten Monaten um etwa 30 Prozent gestiegen.

„Der Ökonomie geht es schlechter und schlechter, deshalb werden wir bald mehr Deserteure aus der Wirtschaftselite sehen", ist Exil-Unternehmer al-Homsi überzeugt. Bricht die Unterstützung der Unternehmer weg, bedeute das das Ende des Regimes, erklärte kürzlich Nabil Sukkar, ehemaliger Weltbankökonom und heute Chef einer Investmentberaterfirma in Damaskus. Noch wagt niemand vorauszusagen, wann das geschehen wird.

Die Welt (Allemagne / Germany)

Premier Cameron: Assad ist „verachtenswürdiger Tyrann“

LONDON – Der britische Premierminister David Cameron hat Syriens Präsidenten Baschar al-Assad als „verachtenswürdigen Tyrannen“ bezeichnet. Assad bringe seine eigenen Leute um, sagte Cameron in London. Großbritannien werde deshalb „den Weg weisen“, wenn es um schärfere Sanktionen gegen Syrien gehe. Cameron warf dem Iran erneut illegale Waffenexporte an das Assad-Regime vor. „Es gibt immer mehr Beweise, dass der Iran große Unterstützung leistet.“ Auch die radikalislamische Hisbollah unterstütze Assad, sagte der Premier.

Syrische Streitkräfte haben unterdessen die belagerte Stadt Sabadani nahe der libanesischen Grenze mit Mörsergranaten angegriffen. Der Angriff habe am Mittwochvormittag nach sechstägiger Belagerung begonnen, berichtete ein Oppositioneller vor Ort am Telefon. Er verglich die Situation mit einem Kriegsgebiet. Die Versorgung sei zusammengebrochen. An den Ortseingängen hätten Deserteure Straßensperren eingerichtet.

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Wenn die Beobachter fort sind

SYRIEN Die arabische Beobachtermission geht vorerst zu Ende, die Gewalt nicht. Beschuss der aufständischen Stadt Sabadani dauert trotz Ankündigung eines Waffenstillstands an

Siegesgewiss: Aufständischer in der belagerten Stadt Sabadani Foto: reuters

VON JANNIS HAGMANN

BERLIN *taz* | Während die Arabische Liga sich darauf vorbereitet, den Bericht ihrer Beobachtermission über die Lage in Syrien zu prüfen, dauern die Kämpfe im Landesinneren an. Anwohnern der nordwestlich von Damaskus gelegenen Stadt al-Sabadani zufolge haben Regierungstruppen die Stadt am Mittwoch mit Luftabwehrraketen beschossen. „Die Geschäfte haben geschlossen, Familien fliehen unter dem Schutz der Rebellen", berichtet ein Einwohner der rund 40.000 Menschen zählenden Gemeinde an der Grenze zum Libanon telefonisch der taz. „Die Stadt ist von Panzern umstellt." Videoaufnahmen zeigen, dass Rebellen an den Ortsausgängen Straßensperren zur Verteidigung der Stadt errichtet haben.

Anders als von der Nachrichtenagentur Reuters gemeldet, ist in al-Sabadani kein Waffenstillstand zwischen regierungstreuen Truppen und Aufständischen in Kraft getreten. „Fünf Minuten, nachdem die Beobachter der Arabischen Liga die Stadt verließen, wurden die Angriffe fortgesetzt", so der Augenzeuge. Nach dem Besuch der Beobachter versuchten Demonstrierende nach Videoaufnahmen, den Beobachtern den Weg zu versperren und sie zum Bleiben zu überreden. Bei der Abreise wurden die Autos der Beobachtermission mit Steinen beworfen.

In Aleppo, der zweitgrößten Stadt des Landes, kam es am Mittwoch auf dem Universitätsgelände zu Auseinandersetzungen zwischen Demonstrierenden und Angehörigen der regierungstreuen Schabiha-Miliz. Dies berichten AktivistInnen in sozialen Netzwerken. Die Demonstrierenden forderten die Freilassung von KommilitonInnen, die bei einer Razzia am Vortag festgenommen worden waren. Dutzende seien bei den Ausschreitungen verletzt worden.

> *„Nachdem die arabischen Beobachter gingen, wurden die Angriffe fortgesetzt"*
> **AUGENZEUGE IN AL-SABADANI**

Unterdessen spitzt sich der Syrien-Konflikt auch auf internationaler Ebene zu. Der russische Außenminister Sergei Lawrow lehnte am Mittwoch eine Einmischung der internationalen Staatengemeinschaft in Syrien erneut ab. Zuvor hatte Russland im UN-Sicherheitsrat einen überarbeiteten Resolutionsentwurf eingebracht, der von westlichen Diplomaten als unzureichend betrachtet wird. Der Entwurf gibt der Opposition und dem syrischen Regime gleichermaßen Schuld an der Gewalt. Dem Westen warf Lawrow am Mittwoch vor, die Augen vor den „Terroranschlägen" der Aufständischen zu verschließen. Russland ist ein wichtiger Waffenlieferant Syriens.

Der syrische Präsident Baschar al-Assad wandte sich mit deutlichen Worten gegen Erwägungen, arabische Truppen nach Syrien zu schicken. Er warnte, er werde sich von diesen nicht kampflos entmachten lassen. Am Wochenende hatte Katar, das den für Syrien zuständigen Ausschuss der Arabischen Liga leitet, eine arabische Truppenentsendung erwogen. Es war der erste diesbezügliche Vorschlag aus den Reihen der Liga.

Das Syrien-Mandat der Beobachtermission der Arabischen Liga läuft am heutigen Donnerstag aus. Am Sonntag will die Liga den Bericht der Beobachter prüfen. Syrien hat bereits eingewilligt, das Mandat der Liga zu verlängern und die Zahl der derzeit 165 Beobachter aufzustocken. Es sprach sich jedoch gegen weiterreichende Befugnisse für die Beobachter aus. Die EU wird voraussichtlich bei ihrem Außenministertreffen am Montag ihre Sanktionen gegen die Regierung in Damaskus verschärfen.

Neue Zürcher Zeitung (Suisse / Switzerland)

Russisches Lavieren um Syrien

Moskau will keine Sanktionen und pocht auf Dialog

Russland ruft zum Gewaltverzicht in Syrien auf, lehnt Sanktionen gegen das Regime aber weiterhin ab. Vor einem Umsturz wie in Libyen wird gewarnt.

Daniel Wechlin, Moskau

Die russische Politik gegenüber Syrien bleibt unverändert von einem starken Lavieren zwischen den Konfliktparteien bestimmt. Trotz anhaltendem Blutvergiessen und der Gefahr eines Bürgerkriegs ist Moskau im Uno-Sicherheitsrat offenbar nicht gewillt, eindeutig Position zu beziehen und die Gewalttaten des Asad-Regimes deutlich zu verurteilen. Stattdessen sollen im neuesten Resolutionsentwurf Schritte zur Reform des politischen Systems Syriens konstatiert und die Vermittlungsbemühungen der Arabischen Liga gelobt werden. Gleichzeitig hält Moskau an Waffenlieferungen fest und lädt offizielle Vertreter von Damaskus sowie der Opposition zu Konsultationen ein.

Interventionen und Zwangsmassnahmen gegen Syrien lehnt Moskau weiterhin konsequent ab. Dies bekräftigte am Mittwoch der russische Aussenminister Sergei Lawrow. Angesprochen auf die Situation in Syrien, rief Lawrow an der Jahrespressekonferenz seines Ministeriums zwar zu einem unverzüglichen Gewaltverzicht aller Akteure in der arabischen Republik auf, so wie das auch in der Resolution erwähnt werden soll. Er gab aber zu verstehen, dass Russland die Vorgänge in Syrien nach wie vor als interne Angelegenheiten betrachte und ein Eingreifen als kontraproduktiv, ja sogar als gefährlich einstufe. Laut Lawrow befindet sich der Nahe Osten in einer frühen Phase der Transformation. Lediglich ein breiter, nationaler Dialog könne die gegenwärtige Krise beenden. Hierzu biete Russland seine Dienste an.

Ähnlich verhielt sich Russland anfangs im Zusammenhang mit dem Volksaufstand in Libyen. Allerdings modifizierte es seine Position gegenüber dem Maghreb-Staat mit der Zeit. Eine Stimmenthaltung Russlands im Uno-Sicherheitsrat machte so den Weg für die Flugverbotszone frei. Zuletzt forderte auch Präsident Medwedew den libyschen Machthaber Ghadhafi zum Rücktritt auf. Der Kritik an den Militäroperationen der Nato-Kräfte tat dies freilich keinen Abbruch.

Ob eine Revision des Standpunktes auch beim Verbündeten Syrien vollzogen wird, ist indes strittig. Damaskus nimmt im Unterschied zu Tripolis in den strategischen Überlegungen Moskaus eine wichtigere Rolle ein. Schon seit Sowjetzeiten pflegen Russland und Syrien in wirtschaftlicher und militärischer Hinsicht enge Beziehungen. Diverse Handelsverträge und Infrastrukturprojekte bestehen. Als Demonstration der Interessen Moskaus wurde Anfang Januar der mit militärischen Ehren inszenierte «Routinebesuch» des Flugzeugträgers «Admiral Kusnezow» in der syrischen Küstenstadt Tartus bewertet, wo Russland über einen Stützpunkt verfügt. Behördenvertreter aus Damaskus priesen das Schauspiel als einen Akt der Solidarität.

Zum Stellenwert Syriens in den Abwägungen Russlands trägt auch die geopolitische Situation bei. Moskau warnt vor einer weiteren Eskalation des Konflikts und damit vor gravierenden Folgen für die ganze Region. Insbesondere wird befürchtet, islamistische Kräfte könnten die Lage ausnutzen, an die Macht kommen und ihren Einfluss auf russische Interessensphären wie den Kaukasus oder Zentralasien auszubreiten suchen. Von diesen Bedenken zeugen auch Lawrows Mahnungen an die syrische Opposition, den politischen Weg und nicht jenen des Umsturzes zu wählen. Ein Szenario wie in Libyen sei nicht verantwortbar.

Le Temps (Suisse / Switzerland)

«Je n'ai pas pu protéger les civils syriens»

> Syrie Un des observateurs envoyés par la Ligue arabe raconte la mission

> Un premier rapport attendu ce jeudi

Boris Mabillard

Depuis le 27 décembre, les observateurs de la Ligue arabe arpentent les lieux de la contestation en Syrie. Ce jeudi, après un mois de travail, ils rendront leur premier rapport. Les membres de la Ligue se réuniront ensuite au Caire, samedi, pour discuter des suites à donner alors qu'enfle la polémique sur la pertinence de la mission. Faut-il renouveler le mandat? Devançant la publication du rapport, l'émir du Qatar a parlé le 14 janvier d'échec et a proposé une intervention armée. L'Algérien Anouar Malek faisait partie du premier contingent d'observateurs envoyés sur le terrain. Mais après avoir patrouillé dans Homs, où la révolte fait rage, il démissionne bruyamment. Il a accepté pour *Le Temps* de revenir sur les dysfonctionnements de cette mission.

Anouar Malek réside en France depuis 2006, où il bénéficie du statut de réfugié politique. Ecrivain et journaliste, il s'intéresse aux droits de l'homme et à la politique en Algérie. Une ONG le contacte: la Commission arabe pour les droits humains, basée à Paris, est mandatée pour participer à la mission de la Ligue arabe. A la recherche de personnes prêtes à se rendre sans délai en Syrie, pour une durée d'un mois, elle sollicite Anouar Malek qui accepte aussitôt. En deux semaines tout est réglé. Le voilà donc au Caire, au siège de la Ligue pour un briefing, puis à Damas, où il débarque le 26 décembre.

Reuters

Anouar Malek: «Ils ont menacé de m'égorger.»

La mission fait partie d'un plan de sortie de crise en cinq points agréé dans un premier temps par les autorités syriennes, mais jamais officiellement ratifié ni appliqué. Ce plan stipule la libération des prisonniers incarcérés depuis le début de la contestation, le retour de l'armée dans ses casernes, la fin des violences et l'accès du territoire aux médias. Enfin, pour apprécier l'application des points précédents, l'envoi d'observateurs. Sur les 500 initialement prévus, environ 160 se sont à ce jour rendus en Syrie.

«Au Caire, Nabil al-Arabi, le secrétaire général de la Ligue nous donne les grandes lignes de notre travail. Une liste nous est distribuée. J'y découvre les noms des autres observateurs: il y a des Soudanais, des Tunisiens, des militaires algériens, presque tous sont envoyés par leur gouvernement respectif. Nous ne sommes que six de l'ONG française.» Il justifie son engagement: «Je ne suis pas parti pour l'argent, 140 dollars par jour, mais pour me rendre utile, aider les populations civiles et contribuer à une solution diplomatique.»

Les observateurs se déploient dès le lendemain de leur arrivée. Homs fait partie des sites prioritaires, Anouar Malek y est envoyé. La polémique ne tarde pas à surgir, les manifestants réunis massivement attendent en vain les hommes de la Ligue arabe, vêtus d'orange. Anouar Malek rejette la faute sur les autorités syriennes: «Elles nous ont mis des bâtons dans les roues sciemment: problèmes de transport, d'infrastructures, d'autorisations.» Les experts se répartissent en groupes de dix: «J'étais dans le groupe A. Le 27 et le 28, j'ai fait équipe avec le chef de mission, ancien des services secrets, le général soudanais Mohammed Ahmed al-Dabi. Il m'a semblé prêt à faire le travail honnêtement. Les bombes tombaient. Il a téléphoné aux autorités pour que ça cesse. Deux jours plus tard, il avait complètement changé. Je suis sûr qu'il avait reçu des ordres.»

Anouar Malek voit du sang, des horreurs. «Nous avons tous vu les mêmes choses, des morts, des corps restitués à leur famille dans des états indescriptibles.» Pour la même période, la fin du mois de décembre, l'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé à Londres, fait état de nombreuses victimes. Mais la ligue reste silencieuse et se félicite même de la bonne coopération des autorités syriennes et d'une situation sur le terrain satisfaisante. Anouar est stupéfait: «Ce que nous voyions durant nos visites dans les quartiers de Baba Amro ou d'Al-khaldiya, les obus, les tanks, les morts, disparaissait des rapports quotidiens envoyés à notre quartier général de Damas.»

> «Je me sentais espionné et un de mes collègues a retrouvé un enregistreur sous son lit»

La politisation de la mission constitue le principal obstacle à son succès. Au sein de la Ligue arabe, certains Etats soutiennent la Syrie: le Liban et l'Irak pour des raisons confessionnelles, l'Algérie, le Soudan, le Maroc et le Yémen en raison de leur profonde méfiance face aux ingérences extérieures. Le vendredi 6 janvier, Anouar Malek jette l'éponge: «Je n'étais pas là-bas pour protéger les civils, mais pour aider Bachar el-Assad. Juste après ma démission, j'ai reçu des menaces sur mon téléphone: Malek tu seras égorgé. La voiture qui m'a ramené le lundi 9 à Damas a essuyé des tirs.»

Anouar Malek met en cause les responsables politiques: «Certains observateurs transmettaient d'abord les rapports à leur gouvernement avant de les donner au chef de mission. Ils étaient aux ordres, écrivaient ce qu'on leur disait d'écrire. Ce sont des militaires, ils n'aiment pas les opposants.» Les pressions viennent aussi des autorités syriennes: «Le ministre de l'Intérieur et le responsable des services secrets, Asef Shawkat, étaient présents dans le même hôtel que nous. Alors que je parle d'obus tirés par

L'Osservatore Romano (Vatican)

No di Mosca a sanzioni contro Damasco

DAMASCO, 18. La Russia ribadisce la sua opposizione a «sanzioni» contro il regime siriano così come all'ipotesi di un intervento militare. «Per noi la linea rossa è definita in modo abbastanza chiaro; non sosterremo nessun tipo di sanzioni» ha affermato il ministro degli Esteri russo, Serghiei Lavrov. Quanto all'ipotesi di un intervento militare, il capo della diplomazia di Mosca è perentorio: chiunque progetta un'operazione di questo tipo «non riceverà alcun mandato dal Consiglio di Sicurezza dell'Onu». Se qualcuno – ha aggiunto Lavrov – «concepisce l'idea di usare la forza a ogni costo, e ho già sentito alcuni appelli per l'invio di truppe arabe in Siria, è improbabile che saremo in grado di impedirlo». Tuttavia, «questo dovrebbe essere fatto di loro iniziativa». Mosca è uno dei cinque membri permanenti del Consiglio. In quanto tale, può esercitare il diritto di veto. Facoltà che ha già usato per bloccare una risoluzione di condanna presentata dai Paesi occidentali contro il regime del presidente siriano, Bashar Al Assad. Al momento, è all'esame del Consiglio il testo di una nuova risoluzione presentata da Mosca sulla crisi siriana. Crisi in cui, stando ai dati Onu, da marzo scorso sono morte oltre seimila persone.

Corriere della Sera (Italie / Italy)

Il reportage | Il Paese conta i suoi morti, più di 6 mila dice l'opposizione. Ma nella grande città la vita è quasi normale: ci pensano i servizi segreti a mantenere l'ordine

A Damasco, capitale «fedelissima» circondata dalla Siria in fiamme

Dopo 10 mesi di rivolte, il regime è ben lontano da una resa

DAL NOSTRO INVIATO

DAMASCO — Nei pochi chilometri dall'aeroporto alla città i posti di blocco quasi non si vedono. Poca polizia, controlli irrisori. Il regime, almeno per ora, non teme minacce per la capitale. Ci pensano i servizi di sicurezza a monitorare il «nemico esterno». Atterrati martedì notte a Damasco abbiamo trovato una città tutto sommato tranquilla. I tassisti si lamentano per la mancanza di turisti, per l'aumento di aggressioni criminali in periferia. Nulla a che vedere però con Tripoli tesa e spaventata la scorsa estate, o con il vuoto spettrale per le vie di Tunisi un anno fa mentre il presidente Ben Ali cadeva. A Damasco si transita tranquilli anche alle tre di notte.

È la conferma di ciò che i leader della rivoluzione siriana sostengono dal loro esilio in Turchia ed Egitto: «Noi operiamo in campagna e in provincia, le grandi città restano in mano al regime». Ventiquattro ore a Damasco servono appena per iniziare a comprendere cosa accada in questo Paese complesso, scosso da oltre 10 mesi di rivolte sanguinose. I giornalisti e commentatori locali accettano di parlare, ma quasi tutti chiedono l'anonimato. «I 25 milioni di siriani sono profondamente divisi. Almeno il 30%, per lo più sciiti alawiti, sostengono il presidente. Con loro tanti cristiani che temono la crescita dei Fratelli Musulmani e guardano la sorte dei copti egiziani o dei caldei in Iraq. Un altro 30%, quasi tutti sunniti, sono per la lotta ad oltranza ma sono divisi. I capi nella diaspora, nel Congresso Nazionale Siriano vicino ai Fratelli Musulmani, vorrebbero l'intervento militare straniero, come in Libia. A loro si oppongono però i leader locali, più laici e legati all'avvocato Hassan Abed Al Azim, che a Damasco guida la coalizione Comitato di Coordinamento Democratico: loro si accontentano delle pressioni internazionali e dell'embargo economico. C'è poi la maggioranza silenziosa che sta a guardare pronta a saltare sul cavallo vincente», dice un noto reporter.

Per le strade la gente commenta con discrezione le notizie confuse dalle piazze in rivolta. La novità delle ultime ore è la trattativa tra la Quarta Divisione corazzata di Maher Assad (fratello del presidente) e il Nuovo Esercito Siriano Libero, composto da disertori. «Il fatto incredibile è che per la prima volta i disertori hanno trattato alla pari con l'esercito regolare. Segno che le armi arrivate dal Libano cominciano a cambiare le regole di battaglia», afferma un altro giornalista locale. Epicentro delle tensioni restano le città di Homs, di Idlib al confine turco, di Dayr Az-Zor nel profondo Sud e di Deraa, culla delle rivolte. Per monitorare le violenze sul campo ci sarebbero i 165 osservatori della Lega araba arrivati a Natale. Ma l'incontro con loro ieri nei saloni dell'hotel Sheraton ha confermato i giudizi di impotenza già apparsi sui media internazionali. Da quando uno di loro su *Al Jazeera* ha criticato la missione e i trucchi del regime per depistarla, l'ordine è l'assoluto silenzio stampa. Non dicono neanche quanti sono, mentre si aggirano con le loro giacchette arancioni accompagnati da decine di ufficiali del regime. La loro missione è ancora più in dubbio dopo la richiesta del Qatar di mandare un corpo di spedizione militare arabo per garantire una zona cuscinetto tra ribelli e militari, idea respinta però da Algeria, Iraq e Libano, nonché da Russia e Cina.

Le organizzazioni della rivolta denunciano 6.200 morti da marzo e 14 mila prigionieri. Il governo replica che almeno 2.000 soldati sono stati uccisi dai «terroristi» e scoraggiano gli inviati stranieri a girare da soli: «Guardate il reporter della tv francese assassinato dai terroristi una settimana fa a Homs». Affermazione messa in dubbio dal tam tam delle sommosse, per cui l'assassinio avrebbe la firma dei servizi segreti siriani interessati a scoraggiare le inchieste indipendenti e criminalizzare la rivoluzione. Internet funziona, a differenza di Egitto, Libia e Tunisia l'anno scorso. Ma censurata. Skype, Facebook, Twitter sono utilizzati con grande cautela dei militanti. «La dittatura non li taglia, se ne serve per raccogliere informazioni sulle opposizioni», mi dicono in un Internet caffè.

Ma il vero tema al centro dell'attenzione è la crisi economica generata dalla destabilizzazione e dall'embargo internazionale. Sino a metà estate il cambio ufficiale imperava. Ora nelle banche euro e dollari si cambiano rispettivamente a 73 e 57,44 lire siriane, ma sul mercato nero il valore sale a 86 e 73. «Il governo non riesce più a stabilizzare la nostra moneta. Sino ad ora ci hanno salvato le ampie reserve di valuta straniera, scese però in un anno da 17 a 13 miliardi di dollari. La disoccupazione è salita dal 10 al 22%. Il turismo dava lavoro a oltre un milione di persone, che ora sono a spasso. Migliaia di piccole aziende hanno chiuso. Il danno causato dalla mancanza di export del nostro petrolio va ancora valutato ma è devastante. Fino a quando il Paese riuscirà a tenere l'attuale tenore di vita?», osserva Nabil Sukkar, ex dipendente della Banca mondiale e ora direttore di un centro di ricerche economiche a Damasco. Eppure sarebbe un errore pensare che il regime sia a un passo dal collasso. Tutt'altro. «Esercito e polizia restano in gran parte fedeli. Le diserzioni sono un fenomeno minoritario. Guai se si pensasse davvero a un intervento armato dall'estero. La guerra civile sarebbe ancora più sanguinosa», aggiunge Sukkar. Come uscire dall'impasse? «Il compromesso politico. Costituente, pluripartitismo, fine negoziata del monopolio baathista tra regime e opposizione interna. Ogni altra via sarebbe la ricetta per nuovi massacri».

Lorenzo Cremonesi

La crisi

I tassisti si lamentano della mancanza di turisti. E il numero dei disoccupati è raddoppiato

Lo scontro

In alto, una protesta contro il presidente Bashar Assad nella cittadina siriana di Zabadani, al confine con il Libano: i disertori dell'esercito hanno preso il controllo della zona, sotto attacco da parte delle truppe lealiste. A destra, carri armati siriani nella città di Homs (Ap, Reuters)

Le proteste

La rabbia
La rivolta siriana è iniziata a marzo. L'arresto di 15 ragazzi accusati di essere gli autori di graffiti antiregime scatenò le protesta a Deraa, nel Sud del Paese

La strage
Per 10 mesi si sono succeduti scontri e proteste. Secondo l'Onu i morti nella repressione sono oltre 5.000. Il regime (nella foto, Assad) ha accusato i miliziani islamici e le forze straniere. Due attentati kamikaze hanno colpito Damasco

La missione
165 osservatori della Lega araba sono in Siria da fine dicembre. Le violenze non sono cessate e la scorsa settimana l'Onu ha stimato che altre 400 persone siano state uccise dall'inizio della missione

Avvertimento
L'emiro del Qatar è stato il primo leader arabo lo scorso sabato a dichiarare che per porre fine alle violenze i Paesi arabi dovrebbero inviare truppe in Siria

Divisioni

I commentatori indipendenti nella capitale ammettono: l'opposizione è molto divisa

Diario de Noticias (Portugal)

UE anuncia novas sanções contra a Síria

DAMASCO Bens de 22 membros das forças de segurança do regime vão ser congelados por Bruxelas, que lhes nega visto para a Europa

Quando o Conselho de Segurança da ONU continua sem conseguir aprovar uma resolução contra o regime de Damasco, diplomatas da UE reunidos em Bruxelas decidiram ontem novas sanções contra a Síria. A decisão, que será formalmente aprovada pelos chefes da diplomacia dos 27 na reunião de segunda-feira, visa 22 elementos das forças de segurança sírias e oito organizações.

De acordo com a decisão de Bruxelas, são congelados os bens das pessoas em causa assim como os seus vistos para a Europa. No total, e porque a UE já decidiu outras sanções contra a Síria, são 120 as pessoas e organizações sírias que são objeto de tais medidas por parte dos 27 que interditaram a exportação para o país de Bachar al-Assad de equipamentos que se destinem à indústria petrolífera ou que permitam a vigilância das comunicações através da Internet e telefónicas.

A iniciativa de Bruxelas, que será tema na reunião de segunda-feira entre os chefes da diplomacia dos 27 e o seu homólogo turco, coincide com a declaração da Rússia no Conselho de Segurança da ONU a recusar qualquer sanção contra a Síria. Por seu turno, a China, também ela com direito de veto no Conselho, preferiu sublinhar a "eficácia" da missão de observadores da Liga Árabe. Por outras palavras, nem Moscovo nem Pequim estão dispostas a dar luz verde na ONU para qualquer medida contra a Síria, a sua principal aliada no Médio Oriente.

Entretanto, Kamal Labwani, uma figura da oposição síria, anunciou um cessar-fogo em Zabadani, perto de Damasco. O acordo, segundo Labwani, foi alcançado entre o vice-ministro da defesa, Asef Shawakat (cunhado de Assad), e os líderes da revolta na cidade após consultarem o Exército Livre da Síria (desertores).

O cessar-fogo pode indiciar que o regime interiorizou a sua incapacidade para debelar a revolta. Ainda mais depois de os Irmãos Muçulmanos sírios terem recusado a proposta, feita pelo Irão, de liderar o Governo sírio com Assad. **LR.**

Publico (Portugal)

A oposição síria também trava a sua guerra interna e Assad agradece

São seis e não se entendem. Do Ocidente chega um recado claro: unam-se. Porque antes de haver mudança de regime tem que existir mudança de comportamento

Ana Gomes Ferreira

● A oposição síria parece *A Quadrilha* de Carlos Drummond de Andrade, mas ao contrário. Há um Conselho que não se quer unir ao Comité que não se quer unir ao Exército que se quer unir a toda a gente. Como no poema, todos ficam em perda.

Em onze meses, a população síria que luta pela deposição do Presidente Bashar al-Assad viu nascer seis grandes grupos de oposição e vários pequeninos. Mas o que poderia ser uma boa notícia – um acelerador da revolução nas ruas – tornou-se um entrave. Os grupos não se entendem. Todos querem ser os legítimos representantes do povo, os legítimos interlocutores das potências estrangeiras. A guerra comum contra um regime totalitário não é suficiente para os unir, o que, para já, é uma vitória para Assad.

Na passada sexta-feira, surgiu um primeiro sinal de unidade. O Conselho Nacional Sírio (CNS) e o Exército de Libertação da Síria fizeram, em Istambul (Turquia) um pacto de concertação de acções contra Assad. O objectivo, explicou ao PÚBLICO Radwan Ziadeh, membro do CNS exilado em Washington, é agilizar os grupos no terreno, coordená-los e permitir uma maior protecção dos civis atacados pelas milícias do regime.

De acordo com os dados revelados pelo chefe desta formação armada, o coronel Rial al-Asaad, o exército de oposição tem 40 mil efectivos e todos os dias as suas fileiras aumentam. "Estamos a trabalhar para unir os diversos grupos no terreno e a ver como acomodar os muitos que desertam [das Forças Armadas sírias]", disse Ziadeh, que saiu da Síria em Outubro de 2007 e pertence agora ao Instituto de Estudos do Médio Oriente da Universidade de Washington. Está em contacto regular com os que ficaram no país – a família está em Damasco – e tem dois familiares presos por motivos políticos.

Este acordo foi um passo importante entre as duas vias da revolução síria, a civil e a militar. Porém, no campo dos políticos, o entendimento parece mais difícil.

Há duas semanas, dois grupos políticos da oposição, o CNS e o Comité Nacional para a Mudança Democrática (CNMD), assinaram um pacto sobre o futuro da Síria após a queda de Assad. Porém, logo no dia seguinte, na sua página da Internet, o CNS "rasgou" o acordo por não ser à medida das suas "exigências".

Para o exterior transpirou que os dois grupos não se entendem sobre uma possível intervenção internacional na Síria – para a deposição de Assad e, eventualmente, no período de transição que se seguiria. É uma razão válida e de peso. Mas o desentendimento é mais profundo, como lembrava no jornal *The Guardian* a analista Fadwa al-Hatem. Já em Junho de 2010 os grupos existentes então tentaram, sem êxito, tornar-se uma só plataforma. Falharam porque a Síria pós-Assad é, de acordo com cada formação, um país diferente.

"O melhor que temos"

Considerado o mais inclusivo dos grupos, o Conselho Nacional Sírio foi escolhido como interlocutor oficial da oposição por parte dos governos de Washington, Ancara e Paris – também pelo de Lisboa; no final de 2011 o seu líder, o académico Burhan Ghalioun (é professor na Sorbonne), esteve nesta cidade onde reuniu com o ministro dos Negócios Estrangeiros, Paulo Portas. O Conselho é "o melhor que temos", desabafou uma fonte ocidental que pediu o anonimato à revista *The Economist*. Nos *media*, o CNS começou a ser mencionado como o "principal" grupo de oposição, o que o colocou acima dos outros e azedou as relações com os parceiros.

"O Conselho recusa aceitar a existência de outras forças da oposição e rejeita a criação de um comité que lidere a nossa causa comum", explicou Michel Kilo, jornalista e activista dos direitos humanos sírio, em declarações ao *L'Humanité*.

> *O Conselho Nacional Sírio começou a ser mencionado como o "principal" grupo de oposição, o que o colocou acima dos outros e azedou as relações com os parceiros*

Numa entrevista à BBC, Burhan Ghalioun, defendeu que os países ocidentais devem criar um perímetro de segurança à volta da Síria e zonas de exclusão aérea em algumas regiões do país. Questionado sobre os próximos passos, Radwan Ziadeh disse que há que aguardar pelo relatório da Liga Árabe (que tem observadores no terreno a avaliar o que se passa na Síria) e esperar que seja esta entidade regional a agir. "A Liga Árabe tem que levar o caso ao Conselho de Segurança das Nações Unidas para que seja este a adoptar uma resolução forte para proteger os civis. É muito importante que a comunidade internacional tenha uma posição forte", disse este opositor, explicando que só assim será possível contornar um veto da China e da Rússia.

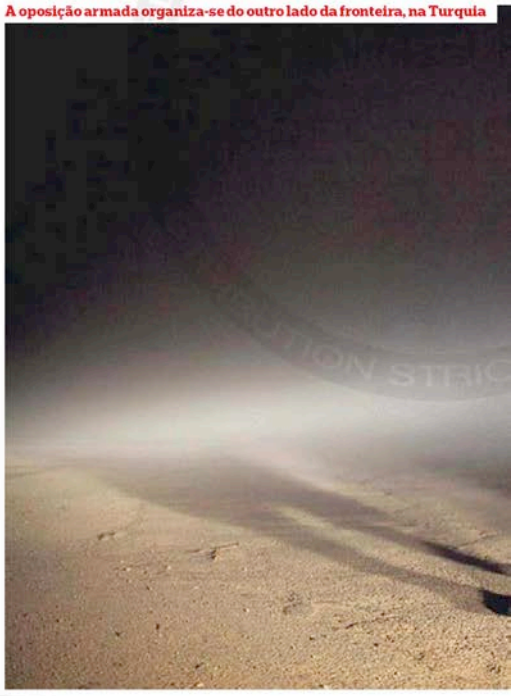
Hassan Abdel Azim, que em Outubro foi eleito coordenador do CNMD, defende que o diálogo entre a oposição (civil e armada) e o regime é a melhor solução para a Síria e para o fim de Assad. Já pediu por diversas vezes a criação de uma entidade supragrupos unificadora e que fale por todos.

Contar espingardas

Radwan Ziadeh desvaloriza estas notícias sobre a falta de entendimento. "A oposição está unida – garante –, o Exército de Libertação da Síria, por exemplo, incluiu muitos grupos". As suas palavras depreendem que o CNS, a que pertence, cumpre a função de célula de cúpula que Hassan Abdel Azim reivindica: "Alguns grupos ainda estão fora do Conselho Nacional, sobretudo os que estão dentro da Síria, mas estamos a trabalhar de perto com eles". O mais importante, sublinha, é que todos têm "a mesma agenda": a queda de Assad e o início de um período de transição que permita a realização de eleições livres, parlamentares e presidenciais.

Apesar do optimismo (ou da diplomacia) de Ziadeh, há indicadores que mostram que há uma luta pela liderança da oposição. E contam-se espingardas – em algumas manifestações realizadas em Outubro do ano passado apareceram pessoas com cartazes a dizer "Eu sou repre-

A oposição armada organiza-se do outro lado da fronteira, na Turquia



São muitos e têm motivações diferentes

Todos desejam o fim do regime, mas ainda não lutam unidos contra Bashar al-Assad.

Conselho Nacional Sírio
Nasceu no final de Agosto em Istambul, na Turquia. O seu líder é o histórico opositor Burhan Ghalioun. Retira a sua legitimidade do reconhecimento de Washington e Paris. É composto por cerca de 250 pessoas, sendo que a maior parte vive fora da Síria. É uma coligação que reune várias forças, entre elas a poderosa Irmandade Muçulmana, os liberais e os nacionalistas. Agrega a elite intelectual.

Comités Locais de Coordenação
Coordenam a contestação nos bairros sírios. Composta sobretudo de jovens sem passado militar e que comunicam através das redes sociais. São eles que disponibilizam na Internet os vídeos das manifestações e da repressão; fazem a contabilização dos mortos e estão em contacto com os observatórios dos direitos humanos. Levam os manifestantes aos hospitais, quando são feridos. Fazem parte do Conselho Nacional Sírio.

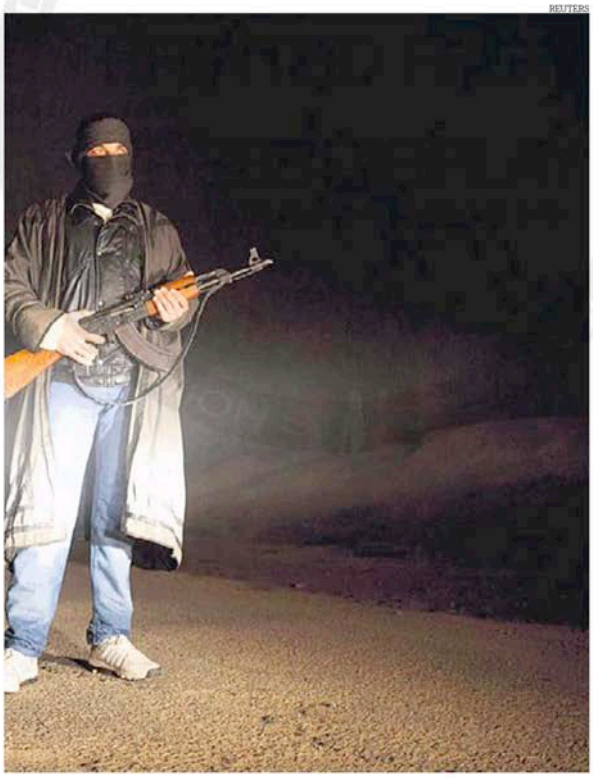
Comité Nacional para a Mudança Democrática
É dirigido por Hassan Abdel Azim e reúne-se desde Setembro em Damasco. É composto por vários grupos: nacionalistas árabes, curdos, socialistas, marxistas e independentes (por exemplo o economista Aref Dalila).

Coligação das Forças Laicas e Democráticas
Reuniu pela primeira vez em Paris em Setembro e propõe a criação na Síria de um Estado laico. Integra partidos curdos, cristãos assírios e muçulmanos sunitas. Querem evitar que os islamistas dominem na Síria pós-Assad e apelam às minorias para se juntarem a esta coligação.

Comissão Geral da Revolução
Criada em Agosto, o seu objectivo é unir toda a oposição – a política e a militar.

Exército de Libertação da Síria
Composto por desertores das Forças Armadas sírias e comandado pelo coronel Riad al-Asaad. Foi criado em Julho de 2011, na Turquia, para ajudar a população a derrubar o regime e proteger os civis atacados pelas forças de Assad. Terá 40 mil efectivos e absorveu o Movimento dos Oficiais Livres. O quartel-general é em Hama (Centro), e tem grupos activos em todo o país, sobretudo em Homs, Latakia, Deraa, Damasco e Dayr al-Zawr.

Publico (Portugal)



REUTERS

sentado pelo Comité Nacional para a Mudança Democrática".

Neste jogo, Azim tem vantagens sobre Ghalioun. Vive na Síria, é uma figura dissidente conhecida desde os anos de 1960, já foi preso e libertado e tem alertado publicamente para o risco de a Síria se tornar um país dominado pelos islamistas – uma das críticas que mais faz ao CNS é a cedência de cada vez mais terreno à Irmandade Muçulmana (no programa político desta está o fim do estado secular na Síria quando Assad desaparecer). Os sírios conhecem Azim, uma vez que está envolvido no trabalho dos comités locais e é visto em manifestações.

Ghalioun vive exilado em Paris, onde tem dado entrevistas explicando a sua visão para o futuro da Síria. Uma dessas entrevistas foi mal recebida dentro do próprio CNS, segundo as fontes da revista *The Economist*. Ghalioun disse ao *The Wall Street Journal* que o colapso do regime mudará toda a política no Médio Oriente, reduzindo a influencia do Irão e do Hezbollah, a milícia islamista xiita libanesa que lhe é próxima. A Síria, prosseguiu, alinhará com a Liga Árabe e as monarquias do Golfo. "A actual relação entre a Síria e o Irão é anormal. A Síria é o centro do oriente árabe e não pode viver sem uma relação com a Península Arábica, os países do Golfo, o Egipto e outros".

Ghalioun desagradou aos colegas, que consideraram as suas palavras precipitadas. Também não gostaram dos comentários pouco simpáticos do académico sobre os curdos. Sobretudo porque deu armas a Azim, que é um bom aliado dos curdos e de outros grupos minoritários que compõem o puzzle sírio.

No terreno, os órgãos revolucionários não têm poupado críticas à oposição intelectual. "Até agora o Conselho não demonstrou poder responder às necessidades dos revolucionários que enfrentam a morte", disse um representante do Comité Local de Hama, Abu-Ghazi al-Hamawi.

Inexperiência política

Para alguns analistas, a oposição síria está a sofrer da sua inexperiência política. Como explica o autor e analista de ascendência síria John Landis, a existência de uma oposição neste país dominado há quatro décadas pela família Assad e pelo partido único Baas, nunca foi permitida internamente ou alimentada externamente. Durante décadas, escreveu Landis, Washington centrou a sua política em relação à Síria no Presidente (e no desejo que a mudança partisse deste) porque entendia que a oposição ou era fraca ou era antiamericana (a Irmandade Muçulmana é o único grupo bem organizado e de expressão nacional na Síria).

A diplomacia ocidental tem advertido para os riscos da dispersão de forças. Mas a mudança de comportamento que pedem, e que deve anteceder a mudança do regime, tarda. Num artigo recente no jornal libanês *As-Safir*, citado pelo Institute for Policy Studies, Michel Kilo advertia: a falta de consenso entre a oposição pode fazer alastrar o conflito sírio, tornando-o longo e sectário. O que, dizia este cristão sírio, seria uma "profunda regressão social".

Liga Árabe

Missão termina hoje sem sucessos

A missão de observadores na Síria termina hoje sem ter conseguido acabar com a violência no país. Os governos árabes, que devem decidir quais os próximos passos a dar, estão tão divididos quanto o Conselho de Segurança da ONU. Ontem, enquanto Londres pedia mais sanções, Moscovo ameaçava bloquear qualquer punição contra Damasco.

Pode acontecer que o Governo sírio autorize a missão de observadores a permanecer no país, apesar de o seu mandato terminar esta quinta-feira, afirmou uma fonte da Liga Árabe à Reuters. Mas, para a oposição, o plano de paz da Liga já fracassou: centenas de pessoas morreram, em ambos os lados do conflito, mesmo com a presença dos monitores que deveriam garantir que o Governo cumpria o acordo assinado a 2 de Novembro.

O plano árabe previa que o regime de Bashar al-Assad acabasse com o banho de sangue, retirasse os militares das cidades, libertasse detidos, permitisse o acesso dos monitores e dos *media* e entrasse em diálogo com a oposição.

Ontem, em Zabadani (próximo da fronteira com o Líbano), os soldados respeitaram durante algumas horas um cessar-fogo com os rebeldes. Mas já em Homs, um dos epicentros da contestação ao regime, ouviam-se tiros de metralhadora e explosões, afirmaram opositores.

Alguns críticos acusam as equipas de observação de apenas terem dado cobertura diplomática a Assad para continuar a esmagar a dissidência, refere a Reuters. Riad al-Asaad, líder do grupo rebelde Exército Livre da Síria, não tem dúvidas de que os esforços da Liga falharam. "Pedimos-lhes que entreguem o assunto ao Conselho de Segurança e pedimos à comunidade internacional que intervenha, porque são mais capazes de proteger os sírios nesta fase do que os nossos irmãos árabes", disse à Reuters.

O ministro russo dos Negócios Estrangeiros, Sergei Lavrov, avisou ontem que a Rússia não conseguirá evitar uma acção militar, mas que irá vetar no CS qualquer resolução que a autorize. E garantiu que Moscovo bloqueará mais sanções.

Já o primeiro-ministro britânico, David Cameron, declarou que Londres "precisa de liderar o caminho, tornando claro que haverá um endurecimento das sanções, restrições de vistos e congelamento de bens, contra a Síria".

Wall Street Journal (USA)

Syria Oil, Arms Supplies

By Jay Solomon

WASHINGTON—The West is redoubling efforts to constrict maritime traffic in and out of Syria amid signs that Damascus's closest allies, Iran and Russia, are stepping up financial assistance and arms shipments to President Bashar al-Assad's regime.

In a new revelation, U.S. officials said they have uncovered an Iranian operation to help Syria mask its petroleum shipments and evade an American and European Union oil embargo.

The U.S. Treasury Department in response has begun targeting the insurance and registration of international tankers shipping Syrian oil.

Washington and its allies also are intensifying the scrutiny of maritime and air traffic moving into Syria from Russia, as Moscow has publicly committed to continue arming Mr. Assad's security forces.

This month, Cyprus intercepted a St. Petersburg-based ship, the Chariot, that was moving four containers of munitions bound for the Syrian port of Tartus, according to Cypriot officials.

Cyprus eventually released the ship after receiving assurances from its Russian owners that it wouldn't complete the delivery of the munitions, according to Cypriot officials. But Moscow this week confirmed the arms shipment was completed.

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov on Wednesday rebuffed growing American and European calls for Russia to comply with the U.S. and EU arms embargo on Damascus.

"We do not feel we have to explain or justify anything because we are not violating any international agreements or U.N. Security Council resolutions," Mr. Lavrov said in Moscow. "We are only trading with Syria in items that aren't banned by international law."

U.S. and Russian officials are negotiating a Security Council resolution to address the violence in Syria. The U.S. and Europe are pushing for an

Please turn to page 10

Continued from first page

arms embargo and financial sanctions on the Assad regime as part of the resolution. Moscow has opposed such a measure.

The U.S. and EU have focused on drying up Mr. Assad's oil revenue ever since Syrian security forces began an expansive military crackdown against opposition political activists last March that has left thousands dead, according to the United Nations.

Damascus has in the past generated roughly one-third of its revenue from oil sales to Europe, according to official Syrian statistics. Mr. Assad's government has increasingly spoken about reorienting its oil sales to Asian countries, such as China and India, to generate earnings.

Damascus's shipments have continued to be crippled by U.S. and EU sanctions that also ban the financing or insuring of Syrian oil exports, according to industry executives.

In late November, U.S. officials said they gathered information showing that Iran was stepping in to assist Syria with its oil trade. U.S. and European officials say they believe Tehran is also playing a central role in assisting Damascus by providing arms, software, training, and intelligence.

U.S. officials and shipping executives said Iran chartered a Greek-owned tanker, the Mire, to ship more than 91,000 metric tons of crude oil, using a Dubai-based company, **Sea Enterprises** Ltd., to ship it. The company couldn't be found for comment. The tanker's owner declined to comment.

The Mire loaded the oil from Nov. 19 to 21 at the Syrian port of Baniyas, intending to deliver it to Iran's Ras Bahregan oil terminal, the officials said.

U.S. officials say they believe Tehran intends to sell Syrian oil on the international market with the revenue going back to Damascus.

"The oil shipment to Iran was designed to evade the sanctions that have been imposed on Syria," said a senior Treasury official who has worked on the case of the Mire.

U.S. and European officials say they believe Tehran is also playing a central role in assisting Damascus by providing arms, software, training and intelligence.

The Treasury was able to get both the Mire's insurance and registration pulled after communicating to company executives that the ship was carrying a product sanctioned by both the U.S. and EU. The Mire, like many international oil tankers, is registered in Liberia and flies under a Liberian flag.

The chief executive officer of the Liberian International Ship and Corporate Registry, Scott Bergeron, said the company then ordered the ship's owners to desist from delivering the oil to Iran. The company refused to comply and delivered the shipment.

The Washington Post (USA)

In Syria, all-out conflict is feared

World inaction has fueled an armed revolt that could grow wider

BY LIZ SLY

BEIRUT — Growing indications that a deeply divided international community is either unable or unwilling to intervene to halt the violence in Syria are fueling an armed rebellion that risks plunging the country, and perhaps the region, into a wider war.

The slide toward all-out conflict seemed to accelerate Wednesday after the opposition claimed that Syrian government forces had been forced to accept a cease-fire negotiated with rebel soldiers in the town of Zabadani, near the Lebanese border.

Rebel soldiers who identified themselves as members of the Free Syrian Army and a Zabadani activist said loyalist soldiers retreated Wednesday afternoon, five days after launching an offensive to quell dissent in Zabadani. The mountain resort 20 miles north of Damascus is one of as many as three dozen places in Syria that the opposition says have slipped beyond government control in recent weeks.

Witnesses said the government troops appeared to be heading toward another of the restive towns outside the capital. Offensives by Damascus have ebbed and flowed throughout the 10-month-old uprising, and the rebels acknowledged that the security forces may merely be regrouping before returning with reinforcements. The account, widely reported by Arabic TV networks but not by government media, could not be independently confirmed.

Activists nonetheless hailed the event as a symbolic turning point, heralding the possibility that the

SYRIA CONTINUED ON A16

SYRIA FROM A1

simmering armed revolt may force President Bashar al-Assad's government to compromise.

"To force the regime to negotiate with the people and withdraw their soldiers under pressure is a political victory," Kamal Labwani, a dissident who was freed in November after serving nearly 10 years in prison, said by telephone from Jordan.

"This shows we can achieve freedom by ourselves and not with the help of forces coming from outside. It means that if we take up weapons, we can defend ourselves and bring our own freedom," he said.

Evidence has mounted for months that the once-peaceful Syrian opposition has been resorting to arms, but the fading hope of outside help is hardening the conviction that only violence will dislodge Assad, activists say.

"Until now there is not civil war, but if the international community continues like this, just watching and doing nothing, there will be," said Omar Shakir, an activist in the Bab Amr neighborhood of Homs, which has emerged as the epicenter of the armed rebellion.

An Arab League monitoring mission has been unable to stop the killing, the Syrian opposition's mostly exiled political leadership has proved too divided to present a coherent alternative to the Assad government, and the daily death toll tallied by both sides shows the steadily escalating bloodshed.

On Wednesday, the official SANA news agency reported the funerals of 14 members of the security forces who were killed by what it called "terrorists." Activist groups said the security forces killed at least 21 people.

"This is not going to stop. It's becoming an armed rebellion, it's going to be chaos, and I don't know why the world doesn't understand that," said Rami Jarrah, a Syrian activist living in Cairo who was forced to flee Damascus in October after the security forces learned his identity.

Jarrah and other observers say they fear the inaction will not only encourage opponents of the government to fight but also encourage a drift toward extreme ideologies.

"People are getting more angry now as they realize there won't be any help," he said. "It's building up hatred to the West, and it's becoming extremism. It's very dangerous now."

Protesters have clamored for a NATO no-fly zone similar to the one that helped bring about the fall of Moammar Gaddafi's regime in Libya, but as they come to realize that Western intervention in Syria is unlikely, Islamist groups are winning support, said Wissam Tarif, a human rights campaigner with the activist group Avaaz.

"The only people who are organized and credible are the Muslim Brotherhood and the Salafis," he said. "The dangerous thing is almost no one believes in peaceful struggle anymore. They want weapons."

Activists in Syria say they have no agenda or ideology other than Assad's ouster, but they acknowledge that Sunni Islamists have been gaining ground in the battle to dislodge a regime dominated by Assad's minority Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam, raising the prospect of heightened sectarianism.

"Until a month ago, no one supported the Brotherhood, but today we would support Israel if they helped us take Bashar out," said Shakir, the activist in Homs. "Today we support anyone without questions if they help us."

Yet the international community is as divided as the Syrian opposition over how to address the dangerously intractable revolt.

Russia made it clear Wednesday that it would veto any U.N. Security Council resolution that might open the door to international intervention, dampening U.S. and European hopes of revisiting efforts to condemn Syria at the world body after Russian and Chinese vetoes of a resolution in October.

"If some intend to use force at all cost . . . we can hardly prevent that from happening," Russian Foreign Minister Sergei Lavrov told reporters in Moscow. "But let them do it at their own initiative on their own conscience. They won't get any authorization from the U.N. Security Council."

The stakes for Russia are high. Syria is a longtime ally dating to the Cold War era, and Russia relies on its basing rights at the Syrian port of Tartus for access to the Mediterranean. Lavrov declined to confirm or deny widespread reports that a Russian ship delivered 60 tons of weaponry to the Syrian government during a stop at the port last week.

"We are only trading with Syria in items which aren't banned by international law," he said.

The Russian comments shifted the focus of diplomacy back to the Arab League monitoring mission, which is due to announce its conclusions Thursday. Arab League ministers are set to meet in Cairo over the weekend to decide whether to renew the mission or seek U.N. support for broader action.

But the Arab world also is split over how to deal with the unfolding violence in a country whose complex ethnic and sectarian makeup mirrors many of the region's most explosive fault lines. Iraq and Lebanon, with Shiite majorities, have sided with the Syrian government, as has Shiite Iran. The Sunni-led states of the Persian Gulf, spearheaded by Qatar, are pressing for tougher action to replace the government, and the emir of Qatar told CBS that he would support the dispatch of Arab troops to Syria to end the violence.

Tellingly, however, the comment was made in an interview two months ago but was not discussed until the network aired it on the weekend. It appears to have garnered little support.

slyl@washpost.com

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Rebel Syrian town Zabadani calmer after surprise cease-fire

Iranian offer to mediate uprising rejected by Muslim Brotherhood

• By KHALED YACOUB OWEIS

AMMAN/BEIRUT (Reuters) – Fighting subsided in a rebel-held Syrian town on Wednesday after a fragile cease-fire took hold between President Bashar Assad's forces and insurgents, opposition sources and residents said, but they wonder for how long.

"Everyone is waiting to see if the tanks will pull out, but there is intermittent tank fire on the edges of the town and on nearby farmland," Abu Assad Khair, a retired public servant, said by phone from Zabadani, a town of 40,000 near the Lebanese border.

"It seems it is covering fire to enable them to pull out several armored vehicles and tanks that the rebels had hit or destroyed," he added.

There was no immediate comment from the Syrian authorities and state media have not mentioned the Zabadani cease-fire or five days of fighting that preceded it. Tight Syrian media restrictions make it hard to verify events in the ground.

The cease-fire, negotiated days before the Arab League meets to decide the fate of its monitoring mission, would be the first successful agreement in the 10-month-old revolt, if it holds.

An attempt to negotiate a cease-fire during battles in the central town of Rastan in July fell apart and an armored force regained control after 10 days of fighting rebels.

Activists said Zabadani, linked to old smuggling routes in the rugged mountains separating Syria and Lebanon, is more difficult to storm than Rastan, surrounded by flat farmland.

Anti-Assad protests have been frequent in Zabadani, a mixed Sunni Muslim and Christian town 30 kilometers northwest of Damascus. Arab monitors witnessed one demonstration there this week during a pause in the fighting, according to residents and YouTube footage.

"I think the regime agreed to the truce because they know that with the mountainous terrain, if their forces fought on, they would suffer much heavier losses than the rebels despite the difference in weapons," said Maher Ismail, a spokesman for the Free Syrian Army, an umbrella group for loosely organized army defectors that says it is helping defend the town.

Kamal Labwani, an opposition leader from Zabadani who fled to Jordan last month, said keeping tanks nearby was part of pressure by the authorities on residents to give up their guns.

ANTI-GOVERNMENT demonstrators carry the body of a protester Tuesday who they said was killed during clashes with government troops in earlier protests against Syria's President Bashar Assad, near the northern province of Idlib. (Reuters)

"The regime is pushing through intermediaries for the rebels to hand in their arms, but I don't think it is going to happen," Labwani said.

Labwani said earlier that one person had been killed and 50 wounded in Zabadani during the attack. About 30 pro-Assad soldiers had also been killed, as had an unknown number of soldiers who had defected to the rebels, he added.

Activists from Zabadani said the cease-fire agreement was reached on Tuesday between town leaders and Deputy Defense Minister Assef Shawkat, Assad's brother-in-law.

Under the deal, rebels would withdraw from the streets and troops, dominated by the Fourth Armored Division led by Assad's brother Maher, would pull out. A security police unit would remain in the Mahata area on the edge of Zabadani, they said.

Speaking before the cease-fire took effect, a fighter in Zabadani, who gave his name only as Ahmed, said rebels would fight the army street by street if it broke into the town.

"We will fight them until death, which is better than seeing what would happen if they take over," he said.

Meanwhile, Iranian officials contacted Syria's Muslim Brotherhood to try to mediate a political solution to the uprising but their efforts were rebuffed, a senior Brotherhood member said on Wednesday.

A senior Muslim Brotherhood member, Melhem Droubi, told Reuters that the group had seen no details of the Iranian offer made on December 20, but that it would not deal with Tehran unless it revoked its support for Assad.

"They [Iranian officials] asked about the possibility of the Brotherhood visiting Tehran, or Iran sending mediators to meet our leadership," said Droubi. "We didn't hear details about the offer and we didn't open an opportunity for them to discuss it.

Another high-ranking Brotherhood official was quoted by the pan-Arab daily *al-Hayat* on Wednesday as saying Iranian mediators proposed a deal offering control of the government in Damascus if Assad could remain president.

But the Brotherhood refused to hold talks with Iranian negotiators or the Syrian government, Brotherhood Secretary-General Tayfour Farouq told *al-Hayat*.

It said that Iranian mediators offered a plan in which the Brotherhood would head-up four government ministries, but gradually obtain full control of the government.

Over 5,000 civilians and army defectors have been killed by Assad's forces during the uprising, by a United Nations count.

L'économie libanaise devrait pâtir de la crise syrienne, selon BMI

Rapport Business Monitor International (BMI) a maintenu ses prévisions de croissance pour le Liban à 3,2 % en 2012 contre 1,6 % en 2011, un taux bien en dessous de la croissance annuelle moyenne de 8,3 % enregistrée entre 2007 et 2010. Selon le rapport, l'économie libanaise devrait pâtir de l'instabilité régionale dans les trimestres à venir, les indicateurs de consommation, de commerce et d'investissement affichant tous déjà des signes de ralentissement.

Dans un rapport publié récemment, Business Monitor International (BMI) a maintenu ses prévisions de croissance pour le Liban à 3,2 % en 2012 contre 1,6 % en 2011, un taux bien en deçà de la croissance annuelle moyenne de 8,3 % enregistrée entre 2007 et 2010. BMI a en outre indiqué que les chances que l'économie libanaise soit affectée par la crise syrienne augmentaient dans un contexte politique interne paralysé. Toujours selon le rapport, cité par le *Lebanon this Week* de la Byblos Bank, l'économie libanaise devrait pâtir de cette instabilité dans les trimestres à venir, les indicateurs de consommation, de commerce et d'investissement affichant tous déjà des signes de ralentissement. BMI a cependant souligné que le pays était encore bien loin d'entrer en récession malgré l'impact de la crise syrienne. Il a ajouté qu'une grande partie des prévisions de croissance pour le Liban cette année dépendrait de la manière dont le secteur du tourisme continuerait d'être affecté par les événements régionaux et la crise économique mondiale. Selon le rapport, ce secteur pourrait être à même de soutenir la croissance sur le court terme.

Par ailleurs, BMI a considéré que les perspectives à moyen terme pour l'économie libanaise seraient relativement favorables en 2012 et a prévu une croissance moyenne annuelle de 5,3 % entre 2013 et 2016, ce qui porterait le PIB par habitant à environ 15 125 dollars. Toujours selon les mêmes sources, la politique demeurera un élément déterminant pour la croissance tandis qu'elle constitue un risque de dégradation des perspectives. BMI a en outre indiqué que la croissance libanaise demeurera en dessous de son potentiel sur la période 2013-2016, étant donné la faiblesse de mise en place de réformes structurelles par le gouvernement.

Par ailleurs, selon le rapport, le fait que le Liban n'ait pas eu de loi des finances depuis 2005 a contribué à contenir le déficit budgétaire qui a dépassé les 13,5 % du PIB en 2006 et qui a progressivement diminué depuis. BMI considère ainsi que l'instabilité et la paralysie politique se sont finalement révélées bénéfiques à cet égard, l'absence d'accord sur les différents budgets n'ayant pas permis aux gouvernements de valider de nouveaux plans de dépenses.

Selon le rapport, les chiffres du ministère des Finances ont montré que le déficit budgétaire s'était contracté tandis que l'excédent primaire a augmenté sur les neuf premiers mois de l'année de 2011.

BMI a cependant souligné que ces chiffres prenaient en compte un paiement ponctuel du ministère des Télécommunications, paiement qui n'a en réalité pas encore été effectué. Le rapport a ainsi précisé qu'une fois ce règlement soustrait, les revenus déclineraient de manière significative. BMI a estimé qu'il existait un risque considérable qui dépendrait du moment et de la manière dont ce paiement sera effectué.

« La reprise dépendra de l'issue politique régionale »

Même son de cloche pour Standard Chartered Bank qui a prévu une croissance économique de 3,8 % en 2012, un taux plus élevé que les 1,5 % qui étaient prévus pour 2011, mais cependant toujours en dessous des 8 % enregistrés entre 2008 et 2010.

La banque souligne également que les tensions régionales et le vide gouvernemental durant le premier semestre de 2011 ont eu pour conséquence le ralentissement général de l'activité économique au Liban.

Principaux indicateurs macroéconomiques

	2011(P)	2012(P)	2013(P)	2014(P)
Croissance du PIB réel (en %)	1,6	3,2	5,7	5,7
Consommation (en % du PIB)	82,7	82,5	82,8	83
Dépenses du gouvernement (en % du PIB)	13,9	14,0	13,1	12,1
Formation brute de capital fixe (en % du PIB)	13,3	12,7	11,8	10,7
Prix à la consommation (moyenne en %)	5,3	4,4	4,5	6,0
Balance budgétaire (en % du PIB)	–7,2	–9,1	–8,9	–8,6

Sources : Business Monitor International, Byblos Bank.

Standard Chartered a cependant prévu une reprise pour cette année, le Liban bénéficiant notamment d'un secteur des services solide et d'une consommation interne soutenue.

La banque a par ailleurs souligné que le projet de budget 2012 prévoyait une hausse de 10 à 12 % de la TVA, qui aiderait à réduire le déficit budgétaire. Standard Chartered a ainsi prévu un déficit budgétaire à 7 % du PIB en 2012 contre 7,5 % en 2011. Le déficit de la balance courante devrait atteindre 16 % du PIB cette année contre 17,5 % en 2011.

Réseau Voltaire / Voltairenet.org / Voltaire Network

L'Orient- Le Jour (Liban / Lebanon)

Pendant que l'ONU s'empêtre, l'UE renforce ses sanctions contre la Syrie

Révolte La mission des observateurs de plus en plus controversée ; la Russie hausse le ton contre l'Occident ; 20 personnes tuées hier.

Les pays de l'Union européenne ont décidé hier d'imposer de nouvelles sanctions au régime syrien pour tenter de faire cesser la répression, à l'heure où le Conseil de sécurité de l'ONU, divisé, ne parvenait pas à s'entendre sur un projet de résolution.

L'UE a ainsi décrété de nouvelles sanctions contre 22 personnes faisant partie de l'appareil sécuritaire et huit organisations ou entreprises supplémentaires, ont précisé hier des sources diplomatiques. La décision doit être formellement entérinée lundi lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères. « Tant que la répression continuera, nous durcirons nos mesures restrictives », a souligné l'une des sources. Comme ce fut le cas précédemment, les mesures porteront sur des gels d'avoirs et des interdictions de visa en Europe, afin d'allonger encore les listes noires existantes. Au total, environ 120 personnes et organisations liées au régime font à ce jour l'objet de sanctions de l'Union européenne.

Par ailleurs, à New York, les discussions des 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de résolution russe ont duré plus de quatre heures mardi soir, mais sans laisser entrevoir d'accord, selon des diplomates sur place. Le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Lavrov a de plus répété que la Russie, traditionnelle alliée de Damas, ne soutiendrait « aucune sanction », prévenant que son pays userait de son droit de veto pour bloquer toute proposition autorisant une intervention militaire en Syrie.

Rappelons que l'émir du Qatar cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani s'était dit samedi favorable à l'envoi de troupes arabes en Syrie pour « mettre fin à la tuerie ». Ces déclarations s'inscrivent « dans le cadre du rôle négatif que joue le Qatar depuis le début de la crise en Syrie », a réagi hier le quotidien officiel syrien *Techrine*, accusant le Qatar de financer et d'armer les opposants. Le quotidien reproche par ailleurs à l'émirat de « manipuler les informations » sur la Syrie à travers sa chaîne satellitaire al-Jazira.

Réunion décisive au Caire ce week-end

Selon un responsable de la Ligue arabe, l'organisation pourrait toutefois examiner l'éventuel envoi de troupes lors d'une réunion ce week-end au Caire. En prévision de cette réunion, le Conseil national syrien (CNS), qui réunit les principaux courants de l'opposition, a annoncé avoir envoyé une délégation au Caire pour discuter de nouvelles mesures à l'encontre de la Syrie. Le CNS est en outre en contact avec des responsables et diplomates étrangers pour discuter de sa demande de transférer le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU.

Parallèlement, une coalition de 142 organisations arabes a demandé à la Ligue arabe de renoncer à sa mission d'observation, dénonçant son inefficacité et le non-respect du plan arabe de sortie de crise par le régime. Pour les critiques, la mission n'a fait que fournir une couverture diplomatique à Assad et lui a laissé tout le temps de réprimer l'opposition.

Cameron fustige l'Iran et le Hezbollah

Néanmoins, d'après une source au sein de la Ligue arabe, la Chine et la Russie ont appelé le président Assad à accepter un prolongement de la mission d'observation de la Ligue arabe pour éviter une escalade de la situation au niveau international. Précisons que Pékin a de nouveau défendu hier un plan de sortie de crise en Syrie sous l'égide de la Ligue, en estimant que la mission des observateurs y était « efficace » et que le Conseil de sécurité de l'ONU devait promouvoir un « dialogue politique ».

Toujours sur le plan diplomatique, le Premier ministre britannique David Cameron a dénoncé hier à Londres « le soutien considérable » en matière d'armement apporté par l'Iran à M. Assad, qu'il a qualifié de « tyran lamentable », et l'implication du Hezbollah dans l'approvisionnement en armes du régime de Damas. Signalons que Paris et Washington avaient également accusé l'Iran de fournir des armes à la Syrie, des affirmations démenties par Téhéran.

Dans ce contexte, le ministre britannique chargé des affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord Alistair Burt a rencontré hier l'opposant syrokurde Abdul Hakeem Bashar, et lui a réitéré le besoin grandissant de l'opposition syrienne de s'unir afin de pouvoir définir « une vision commune d'une future Syrie représentant tous les membres de sa société et adhérant aux principes fondamentaux et internationaux des droits de l'homme. »

De lourdes pertes à Zabadani

Sur le terrain, les violences ont fait sept morts hier à travers le pays, au lendemain d'une journée qui avait coûté la vie à 20 personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Dans la province d'Idleb, trois civils ont été tués par les tirs de l'armée et des milices prorégime. Un soldat est mort dans des affrontements entre l'armée et des militaires dissidents, tandis que l'un de ces derniers a été tué à un barrage. À Homs, deux civils sont morts alors que différents quartiers étaient « pilonnés à la mitrailleuse lourde ». En outre, le corps d'un jeune homme arrêté le 5 janvier et mort sous la torture a été remis à ses proches, selon l'OSDH. Cependant, des militants prodémocratie cités par la chaîne al-Arabiya ont affirmé que 20 personnes avaient été tuées hier par les forces du régime.

À Jerjenaz, près d'Edleb, ils étaient nombreux à manifester contre le régime de Bachar el-Assad. Reuters/handout

Au nord-est de Damas, le pilonnage de Zabadani qui se poursuivait depuis six jours « a diminué » hier, selon le chef de l'OSDH Rami Abdel Rahmane, qui a affirmé que l'armée avait « essuyé de lourdes pertes humaines et matérielles ces derniers jours » dans cette zone. Selon al-Arabiya, l'armée officielle se serait même retirée de la ville.

« Pire des pires »

Sur le plan humanitaire, le rapport de l'ONG internationale Freedom House sur la liberté dans le monde a été publié hier. Il est dit que les soulèvements des pays arabes au cours de l'année 2011 ont été le défi le plus significatif contre l'autoritarisme depuis la chute de l'Union soviétique. Le rapport souligne également les répercussions des printemps arabes sur la Chine, l'Eurasie et l'Afrique. Si 26 pays ont connu un net déclin quant aux libertés qu'ils connaissent, 12 voient cependant leur statut amélioré, mettant ainsi en relief pour la sixième année consécutive une prédominance de libertés déclinantes face à une amélioration obstinément faible des libertés dans le monde. Parmi les pays en chute dans le classement de Freedom House : Bahreïn, Iran, Liban, Arabie saoudite, Syrie, les Émirats arabes unis et le Yémen. Notons que la Syrie et l'Arabie saoudite font maintenant partie des « pires pays » présents sur la liste de l'ONG.

Publié annuellement depuis 1972, le rapport « Liberté dans le monde » examine la possibilité pour les individus d'exercer leurs droits politiques et civiques dans 195 pays et 14 territoires. Chaque pays est ainsi classé selon qu'il est « libre », « partiellement libre », « non libre », « démocraties élues » ou encore « pire des pires », selon des critères concernant la démocratie et son application dans ces pays.

(Sources : agences et rédaction)

Frappée par la crise, la livre syrienne perd 51 % de sa valeur

La livre syrienne (LS) a perdu près de 51 % de sa valeur depuis le début de la révolte en mars et s'échangeait hier sur le marché parallèle à 71 LS pour un dollar, aggravant les difficultés économiques du pays. « La récente chute accélérée de la livre est directement liée à la crise politique dont les effets se répercutent plus fortement sur l'économie, ainsi qu'aux sanctions européennes sur les exportations du pétrole syrien », souligne Jihad Yazigi, rédacteur en chef du bulletin économique *The Syria Report*, précisant que « les revenus en devises étrangères du gouvernement sont en baisse, car le pétrole représentait un quart des exportations syriennes ».

« En revanche, la dévaluation de la livre offre à l'industrie locale des opportunités pour augmenter l'exportation de ses produits devenus moins chers », affirme pour sa part Samer Habib, directeur d'une banque privée. Cependant, « la chute de la livre n'est pas irréversible », souligne-t-il, estimant que l'avenir de la livre dépendra de « la durée de la crise dans le pays ».

Les Frères musulmans ont refusé une proposition iranienne de diriger le gouvernement en Syrie

Les Frères musulmans de Syrie ont refusé une offre transmise par l'Iran pour diriger un gouvernement dans le pays en échange du maintien au pouvoir du président Bachar el-Assad, a affirmé le numéro deux du mouvement en Syrie Mohammad Farouk Tayfour dans un entretien au quotidien *al-Hayat*. « Il est de la responsabilité de la communauté internationale de protéger les civils, en instaurant des couloirs de sécurité », comme l'avait demandé le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, a-t-il poursuivi. M. Tayfour, qui est membre du Conseil national syrien (CNS), plus important mouvement d'opposition au régime, a enfin démenti que la révolte syrienne était en train de se militariser et de se confessionnaliser.

Le Hezbollah dément son implication dans le bombardement de Zabadani

Le Hezbollah a publié hier un communiqué dans lequel il réfute les accusations selon lesquelles il aurait participé au bombardement de la localité syrienne de Zabadani : « Suite à l'insistance de certaines parties de l'opposition syrienne, de certains médias arabes et autres sites Internet à impliquer le Hezbollah dans le bombardement de Zabadani à l'aide de fusées Katioucha, nous ne pouvons dire qu'une chose : ces accusations sont ridicules, risibles et infondées », affirme le Hezb, dénonçant une « campagne de diffamation qui dure depuis plusieurs mois ».

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Syrian pound plunges to record low on black market

DAMASCUS: The Syrian pound has plunged to a six-year low on the black market, trading Wednesday at 71 Syrian pounds against the dollar in a sign of growing economic woes.

"The pound traded on the black market at 65 pounds against the dollar Sunday, before falling to 67 Monday and 71 this morning," said the owner of a Damascus foreign exchange bureau who gave his name as Maher.

The currency traded officially at a fairly stable 47 to the dollar between 2006 and March 2011, when anti-regime protests erupted. Since July, it has swung between 58 and 60 before tumbling in the past two weeks.

Jihad Yazigi, editor-in-chief of The Syria Report, said "the recent accelerated plunge of the pound is directly linked to the political crisis, which affects the economy, as well as European sanctions on Syria's oil exports."

"Sanctions against crude came into effect in November and we have since seen an accelerated devaluation of the pound," Yazigi said, adding that "the government's foreign exchange earnings are down because oil accounted for a quarter of Syrian exports."

The Central Bank reacted quickly in a bid to stem the flight of capital, authorizing savings in dollars and euros for the first time provided that the amount is held for at least six months.

It has also raised the interest rate for deposits in Syrian pounds from between 5 percent and 7 percent before the crisis to up to 11 percent now, depending on the duration of savings.

The depreciation has affected Syrians' purchasing power although the authorities have until now managed to control inflation. With respects to inflation and GDP, the government has still not made public its 2011 figures.

"On the other hand, the devaluation of the pound gives local industry an opportunity to increase export of its products, which have become less expensive," said Samer Habib, director of a private bank.

The Arab League imposed economic sanctions on Syria on Nov. 27 but these have not been implemented by all of its 22 members.

The sanctions include a freeze of commercial transactions with the Syrian government and of its bank accounts in Arab countries.

Trade with Arab countries in 2009 represented 52.5 percent of Syria's exports and 16.4 percent of its imports.

Iraq and Lebanon, who are not implementing Arab League measures against their neighbor, account for 31.4 percent of Syrian exports and 12.7 percent of imports.

"The devaluation of the pound is also due to the immaturity of the Syrian market and to speculation," Habib told AFP.

Indeed, the official rate of the pound encouraged speculation, spurred by fluctuations in the foreign exchange market.

"During the first weeks of the crisis, clients bought dollars or euros at the official rate to resell them in the black market," said Maher.

In response, the authorities have forbidden the sale of dollars by banks, with some exceptions, including Syrians who wish to travel abroad for medical treatment or study.

Economy Minister Mohammad al-Shaar recently declared that the government would give priority to conserving foreign exchange reserves.

"It is a way of saying that the government is not willing to defend the pound at any price," said Yazigi.

But "the plunge of the pound is not irreversible," said Samer Habib, recalling the "ephemeral devaluation of the local currency in 2006, during the investigation of Lebanese ex-Prime Minister Rafik Hariri, which raised the specter of a political and economic crisis in Syria."

"The fate of the pound hangs on the duration of the crisis," added the banker. – *AFP*

AGENDA

LEBANON

The Arab Telecom and Internet Forum

Habtoor Grand Hotel-Hilton, Beirut

Feb. 2-3

The forum, organized by Al-Iktissad Wal Aamal Group, aims to discuss the latest developments, challenges and future trends in the ICT sector.

ArabNet Digital Summit

Habtoor Grand Hotel, Beirut

March 27-31

The summit connects Arab digital professionals and entrepreneurs to learn about the latest digital trends and technologies.

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Syria's Muslim Brotherhood says it rejected Iran-mediated deal

BEIRUT: Iranian officials contacted Syria's Muslim Brotherhood to try to mediate a political solution to a 10-month-old uprising against President Bashar Assad but their efforts were rebuffed, a senior Brotherhood member said Wednesday.

The unrest in Syria is threatening to slide into civil war as Assad's forces try to crush a protest movement. In recent months, armed rebels backing the protesters have brought the fight increasingly to security forces.

A senior Muslim Brotherhood member, Melhem al-Droubi, told Reuters that the group had seen no details of the Iranian offer made Dec. 20 but it would not deal with Tehran unless it revoked its support for Assad.

"They [Iranian officials] asked about the possibility of the Brotherhood visiting Tehran, or Iran sending mediators to meet our leadership," said Droubi. "We didn't hear details about the offer and we didn't open an opportunity for them to discuss it.

"We refuse to either go there or receive them until they clearly stop their support of the regime and take a neutral position between the Syrian people and Bashar Assad. As long as they remain a party in this struggle, we will refuse to meet them."

Another high-ranking Brotherhood official was quoted by the pan-Arab daily Al-Hayat Wednesday as saying Iranian mediators had proposed a deal offering control of the government in Damascus if Assad could remain president.

The Brotherhood, however, refused to hold talks with Iranian negotiators or the Syrian government, Brotherhood secretary-general Tayfour Farouq told Al-Hayat.

It said that Iranian mediators offered a plan in which the Brotherhood would head up four government ministries but gradually obtain full control of the government.

Over 5,000 civilians and army defectors have been killed by Assad's forces during the uprising, by a United Nations count.

Damascus says it is fighting Islamist militants steered from abroad and blames them for the death of more than 2,000 members of its security forces.

Al-Hayat also cited Farouq as saying that his movement's relations were almost completely severed with the Islamist militant group Hamas, a Palestinian offshoot of the Brotherhood still officially headquartered in Damascus with Assad's support. – *Reuters*

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

Syria conflict persists as monitors' mandate expires

Residents of Zabadani said troops and tanks that had besieged the insurgent-controlled town had pulled back after a deal to end days of fighting, according to an opposition leader. Arab League foreign ministers are due to weigh their next move at meetings in Cairo

PHOTO ⊡ AP

Anti-Syrian regime protesters chant slogans and flash the victory sign as they march during a demonstration at the mountain resort town of Zabadani.

Syrian forces have pulled back from a rebel-held town under a local cease-fire, residents said on Thursday, but there was no sign of an overall easing of violence as a month-long mandate for Arab peace monitors in Syria expired.

Nine people were reported killed elsewhere, adding to a death toll of more than 600 since the monitors arrived in Syria, where an insurgency is hardening what began as a mostly peaceful struggle against President Bashar al-Assad's authoritarian rule.

Residents of Zabadani said troops and tanks that had besieged the insurgent-controlled town had pulled back after a deal to end days of fighting, according to an opposition leader.

Dozens of armored vehicles that had encircled Zabadani, a hill resort near the Lebanese border, withdrew to garrisons 8 kilometers (5 miles) away, Kamal al-Labwani told Reuters. Arab League foreign ministers, due to weigh their next move at meetings in Cairo this weekend, disagree over how to handle the uprising in which thousands of people have been killed.

An Arab League source said this week Syria might let the monitors stay on, but without any broadening of their mandate. Some of Assad's opponents want action from the UN Security Council but it is also split, with Russia declaring it will work with China to block any move to authorize military repression and impose sanctions.

Reliable casualty figures are hard to come by in Syria, where media access has been limited and the outside world has had to piece together a picture from the conflicting accounts of the parties to an inchoate and increasingly bloody struggle. The opposition Syrian Observatory for Human Rights, which charts the conflict from Britain, said 454 civilians had been killed since the Arab League observers hit the streets in Syria on Dec. 26 to verify whether an Arab peace plan was working. It said 146 members of the security forces, including 27 who had deserted to the opposition, had also been killed. The Observatory's figures did not include 26 people who authorities said were killed by a suicide bomber in Damascus on Jan. 6. The Observatory said security forces had ambushed and killed four activists in Jebel al-Zawiya, in Idlib province, on Thursday. Two people were killed in each of the restive cities of Homs and Hama, and the body of a youth detained earlier by security forces was found in the eastern city of Deir al-Zor.

Patchy performance

Asked if the observer mission had made a difference, Rami Abdul-Rahman, the name used by the Observatory's director, said: "Yes, in the first week, the number of deaths fell sharply. After that, no, the numbers rose." He said most of the victims had been killed in raids by security forces, not during anti-Assad demonstrations. The United Nations said on Dec. 13

Gulf News (EAU / UAE)

Rights groups press for UN intervention in Syria

LEAGUE SET TO OFFICIALLY END MISSION TODAY WITH NO LET-UP IN VIOLENCE

By Duraid Al Baik
UAE Editor

Dubai The Arab League's observer mission in Syria officially ends today with no indication that President Bashar Al Assad has eased his crackdown since monitors arrived in late December. The League is set to discuss the mission's observations on Saturday and Sunday and determine the next course of action.

The United Nations pledged this week to assist the Arab mission deployed in Syria, saying it would start training the bloc's observers within days.

A group of 140 Arab rights groups demanded yesterday the withdrawal of the "flawed" Arab League observer mission from Syria and called for UN intervention to halt the violence.

The coalition sent a letter to the pan-Arab bloc urging it to withdraw the mission given the "flaws that have severely undermined" its efficiency and the Syrian government's failure to implement the Arab League peace plan. The letter also urged the UN Security Council "to take action to address the violence."

Obama stance

Syria, however, is under pressure by China and Russia to extend the mission to avoid military intervention, which Russia has completely ruled out.

"I don't see an end to the conflict without international intervention. Extending the monitors' mission will not stop killing people. Nearly 600 people have been killed since they were deployed in December," Dr Ammar Qurabi, head of the Change for Syria opposition group, told *Gulf News*.

On Tuesday, US President Barack Obama said violence in Syria had reached "unacceptable levels".

"We will continue to consult very closely with Jordan to create the kind of international pressure and environment that encourage the current Syrian regime to step aside so that a more democratic process and transition can take place inside of Syria." he said after talks with Jordanian King Abdullah II.

Meanwhile, British Prime Minister David Cameron yesterday accused Iran and Hezbollah of supporting Al Assad's crackdown on protesters, describing the leader as a "wretched tyrant who is killing so many of his own people."

European Union foreign ministers are set to tighten the bloc's unilateral sanctions against Damascus next week, diplomats said. Eight companies and 22 individuals will be added to an existing EU blacklist, they said.

See also Pages 8 & 11

POWER DEAL

IRAN'S PLAN REJECTED

The Muslim Brotherhood has rejected an Iranian proposal to play a leading role in Syria's government in exchange for President Bashar Al Assad staying in power, one of its leaders told *Al Hayat* newspaper.

Iranian intermediaries proposed that the Brotherhood "lead a government [in Syria] on condition we give up our demand to replace Bashar Al Assad", the group's deputy secretary, Mohammad Farouk Tayfur, said.

Tayfur, who is also a member of the Syrian National Council, dismissed reports the uprising against Al Assad's regime is turning more radical.

He accused the regime of "pushing [the revolt] towards militarisation and sectarianism."

"The regime has primary responsibility for what is going on in Syria. The Syrian revolution is peaceful; demonstrators insist on the non-sectarian aspect" of their action, he added.

— *AFP*

Gulf News (EAU / UAE)

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Syria may let monitors stay

Criticism mounts over failure of Arab mission

Alistair Lyon

BEIRUT— Syria may let Arab monitors stay on after their mission expires on Thursday, but foes of President Bashar Al Assad say the UN Security Council should step in to halt 10 months of bloodshed.

Arab foreign ministers, due to consider their next step later this week, are split over how to handle Syria, as is Security Council, which has failed to adopt any position.

Hundreds of killings on both sides have been reported since the Arab League sent observers last month to see whether Damascus was respecting a peace plan it accepted on November 2.

An Arab League source said Damascus would accept a one-month extension of the monitoring mission, but no broadening of its mandate. Critics say the observers have only provided Assad with diplomatic cover and more time to crush his opponents.

Lebanese Druze leader Walid Jumblatt, who has distanced himself from Damascus in recent months, said the Arab monitors had failed to staunch the bloodletting and that Syrians wanted freedom, like other Arabs who have revolted in the past year. "I am more and more concerned about the possibility that Syria will plunge into more violence and ... maybe civil war," he said in an interview.

The Arab plan required Syria to halt the bloodshed, withdraw troops from cities, free detainees, provide access for the monitors and the media and open talks with opposition forces.

A tenuous truce was holding on Wednesday in Zabadani, near the Lebanese border, where troops had been fighting anti-Assad rebels, residents said. But heavy machinegun fire and explosions rocked the troubled city of Homs, an opposition group said.

"As of now there is no shelling and no gunfire. It is quiet. But the army is still surrounding the area," said one Zabadani resident who gave her name as Rita. "The agreement last evening was that the army would withdraw and the armed rebels would leave the streets and clear roadblocks."

Syrian forces backed by tanks attacked the hill resort on Friday in the biggest military offensive against insurgents since the Arab monitors began work on December 26.

Michel Kilo, a dissident Syrian writer who spent six years in jail, said the struggle in Syria was at an impasse. "The regime can't stop people protesting and the people can't bring the regime down," he told *France's Le Figaro* daily.

"I believe Assad wants to regionalise the conflict and bring in Iran, (the Lebanese armed Shia group) Hezbollah, Iraq and to threaten Gulf countries with a long war," Kilo added.

Riad Al Asaad, a leader of the rebel Free Syrian Army, said on Tuesday the Arab League's efforts had failed.

"We call on them to turn the issue over to the UN Security Council and we ask that the international community intervene because they are more capable of protecting Syrians at this stage than our Arab brothers," the former army colonel said.

The Arab League source said China and Russia, which have blocked Security Council action so far, had urged President Assad to accept an extension of the monitoring mission to avert an escalation at the international level.

Syria would allow a rise in the number of monitors, he said, but opposed giving them formal fact-finding duties or permission to visit "military zones" excluded from the peace plan.

Qatar has proposed sending in Arab troops, an idea rejected by Syria and one likely to be resisted by its Arab allies.— *Reuters*

The National (EAU / UAE)

History of Arab interventions argues against role in Syria

analysis
Michael Young

Last Saturday, in an interview on US television, Sheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, the emir of Qatar, threw a rock in the very still pond of Arab bewilderment over Syria. He recommended that Arab troops be sent to the country "to stop the killing". If previous Arab military interventions in fellow Arab countries are anything to go by, the bewilderment will not soon dissipate.

It's still unclear what Sheikh Hamad had in mind. His statement could have been a tactical manoeuvre, to place the onus for the carnage in Syria on other Arab countries, at a time when Qatar finds itself virtually alone in aggressively opposing the regime of President Bashar Al Assad. Or the emir could have been thinking of something more specific, namely Arab military protection of so-called humanitarian corridors, to safeguard Syrian civilians.

The idea may not be as far-fetched as it appears, even though Damascus has rejected any kind of foreign military involvement in its affairs. The French government has supported establishing humanitarian corridors, which presumably would be sustained from Turkish territory. The Turkish leadership, itself at a loss over quite what to do in Syria, may welcome such a scheme if it enjoys Arab approval, and if the boots on the ground are Arab.

Moreover, humanitarian corridors defended by Arabs, rather than by Turks, would be a way to avoid alarming Syria's Kurds. It is difficult to see how Russia and China, let alone the United States or the United Kingdom, could actively oppose an Arab consensus on an initiative that circumvents the United Nations Security Council.

At this stage, we can only speculate over what Sheikh Hamad meant by his cryptic comments. Yet those Arab governments reluctant to go along with his project, and they doubtless are many, can point to the dubious record of Arab military operations during the past half-century to chill any ambient enthusiasm.

In the most relevant case, in 1976 the Arab League deployed what was known as the Arab Deterrent Force to Lebanon, to end the civil war in the country. When formed, the force included soldiers from a variety of Arab nations, although the vast majority were Syrian.

Creation of the force effectively legitimised the prior Syrian military presence in Lebanon, and ultimately Syrian domination, even if Arab states initially sought to contain Syria within an Arab framework. The other Arab contingents did not remain beyond 1979, leaving the Syrians in control on the ground. This lasted until April 2005, when Damascus withdrew its army after it was accused of being behind the assassination of Rafiq Hariri, a former prime minister.

The Syrians were rarely unchallenged. In the months before the ADF was formally set up, their soldiers had entered Lebanon to fight an alliance of Palestinians and leftists, in collaboration with Christian militias. Subsequently, they would engage in a series of vicious armed confrontations with the Christians, exacting a very high civilian death toll in the subsequent decade and a half.

The Syrian entry into Lebanon was a relatively uncommon occurrence. Only the debilitating Egyptian campaign in Yemen between 1962 and 1968 or the Moroccan takeover of Western Sahara in 1979 were on a comparable scale, and they did not aim to end a domestic conflict. The entry of Gulf troops into Bahrain last year proved decisive in bolstering the monarchy against those favouring reform, but was of a much smaller magnitude.

Syria did dispatch military units to Jordan in September 1970, to defend Palestinian organisations then fighting the regime of King Hussein. However, the Syrians were beaten back amid splits in their leadership. The head of the air force (and later president of Syria), Hafez Al Assad, did not make use of his aircraft, handing the Jordanians a decisive advantage.

More recently, Arab states participated in two other major military interventions in Arab countries. However, in the war over Kuwait in 1991 and again last year in Libya, Arab governments were enlisted in initiatives led by the United States or by France and the United Kingdom. While these operations were relatively successful, the Arab participants went along because they assumed the western governments were pursuing limited objectives.

> *Interventions tend mainly to exacerbate inter-Arab discord*

What are the messages for Syria today? The first is that Mr Al Assad will depict any Arab military role in Syria as part of a hegemonic foreign conspiracy. His speech last week, in which he declared that Syria was the victim of a plot, set the stage for this. How ironic for a regime that maintained an army in Lebanon for three decades. But the reality is that the Arab world has no successful, entirely Arab military accomplishment to look back upon as a model for Syria.

A second message is that where there is no Arab consensus, military interventions tend mainly to exacerbate inter-Arab discord. Brute force alone allowed Syria to impose its will in Lebanon for so long, over opposition from certain Arab countries. Egypt's war in Yemen was in large part a consequence of its bitter rivalry with Saudi Arabia. The Western Sahara remains a source of profound tension between Morocco and Algeria. And so on. As desirable as Arab harmony over Syria would be, it is unlikely to be forthcoming.

On Sunday, the Arab League is scheduled to discuss Sheikh Hamad's suggestion. Mr Al Assad will play on Arab differences to keep a military option at bay. He may succeed. However, Arab states may have to reinvent themselves militarily in Syria, for it is principally they who would bear the brunt of a Syrian civil war, if one begins.

Michael Young is opinion editor of the Daily Star *newspaper in Beirut and author of* The Ghosts of Martyrs Square: An Eyewitness Account of Lebanon's Life Struggle

Global Times (Chine / China)

China backs Syria monitors, Russia opposes sanctions

China yesterday defended the Arab League's observer mission to Syria as Russia warned against imposing sanctions on the regime of President Bashar al-Assad.

Chinese foreign ministry spokesman Liu Weimin said safety conditions have improved in several major areas of Syria since the Arab League observer mission began to perform its duties, although violence in Syria has not been completely erased, the Xinhua News Agency reported.

Russia warned against Western calls for punitive measures against Damascus.

"For us, the red line is fairly clearly drawn. We will not support any sanctions," said Russian Foreign Minister Sergei Lavrov.

Despite the opposition from Moscow, European Union foreign ministers are set to tighten the bloc's unilateral sanctions against Damascus next week, diplomats said.

Eight companies and 22 individuals will be added to an existing EU blacklist, the diplomats said.

After White House talks with King Abdullah II of Jordan on Tuesday, US President Barack Obama described the regime's crackdown as "unacceptable" and vowed to double efforts to secure a change of government.

"We will continue to consult very closely with Jordan to create the kind of international pressure and environment that encourage the current Syrian regime to step aside so that a more democratic process and transition can take place inside of Syria," he said.

AFP – Xinhua